

Université Cheikh Anta Diop de Dakar
Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information (CESTI)

Revue Africaine de Communication



RAC , Nouvelle série, Numéro 7, 2025

**COMMUNICATION POLITIQUE
&
CRISES CONTEMPORAINES**



REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



***COMMUNICATION POLITIQUE ET
CRISES CONTEMPORAINES***

Sous la direction de

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Yacine DIAGNE,
Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)
Dr Mamadou Diouma DIALLO,
Université Gaston Berger (Sénégal)

Nouvelle Série / Numéro 7

Décembre 2025
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614



Revue Africaine de Communication
Nouvelle série, Numéro 7, Décembre 2025

DIRECTEUR DE PUBLICATION : Alioune DIENG, Professeur des universités, CESTI, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

COMITÉ SCIENTIFIQUE :

Marc-François BERNIER, Professeur des universités, Université d'Ottawa (Canada)

N'guessan Julien AT CHOUA, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Frédéric LAMBERT, Professeur des universités, Université Paris 2 Panthéon-Assas (France)

Anne PIPPONNIER, Professeure des universités, Centre de recherche sur les Médiations, Université de Lorraine

Yahya DIABI, Professeur des universités, Université Félix-Houphouët Boigny (République de Côte d'Ivoire)

Annie LENOBLE-BART, Professeure émérite, Université Michel de Montaigne, Bordeaux III, (France)

Serge THÉOPHILE BALIMA, Professeur des universités, Université de Ouagadou (Burkina Faso)

Anna Paola SONCINI, Professeure des universités, Université de Bologne (Italie)

Modou NDIAYE, Professeur des universités, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Aimé-Jules BIZIMANA, Professeur agrégé, Université du Québec en Outaouais (Canada)

Mor FAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Marième Pollène NDIAYE, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

Namoin YAO - BAGLO, Maître de conférences (CAMES), ISICA/Université de Lomé (Togo)

Moustapha MBENGUE, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Djibril DIAKHATÉ, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Kouassi Sylvestre KOUAKOU, Maître de conférences (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop (Sénégal)

Sokhna Fatou SECK SARR, Maître de conférences (CAMES), Université Gaston Berger (Sénégal)

COMITÉ DE LECTURE ET DE RÉDACTION :

Diégane SÈNE, Maître de conférences (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Aminata KANE, Maître-assistante (CAMES), EBAD, Université Cheikh Anta Diop

Dr Fatoumata Bernadette SONKO, Maître-assistante (CAMES), CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Sahite GAYE, Maître-assistant (CAMES), Université Cheikh Anta Diop

Dr Domique-François MENDY, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Abdou DIAW, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Ngagne FALL, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Moussa DIOP, CESTI, Université Cheikh Anta Diop

Dr Alioune Badara GUEYE, CESTI, Université Cheikh Anta Diop



Revue Africaine de Communication
Nouvelle Série, Numéro 7, 2025

Édité par

**Alioune DIENG,
Professeur Titulaire,
Université Cheikh Anta Diop
Dakar, Sénégal**



UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES DE L'INFORMATION
(CESTI)

Décembre 2025

© **CESTI**
Revue Africaine de Communication
ISSN : 3092-5630
e-ISSN : 3092-5614
Tous droits réservés

Site Internet de la Revue : <https://rac.ucad.sn/>

Maquette Première et Quatrième de couverture : Tiécoura Gueye,
CESTI, UCAD

Édition et Mise en page : Professeur Alioune Dieng
CESTI, UCAD

Contacts :

Service commercial : +221 33 824 68 75 / +221 33 824 93 66
Emails : infos.cesti@gmail.com; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

Adresse :

Revue Africaine de Communication
CESTI/UCAD, BP 5005
Dakar-Fann
Sénégal

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)
Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Revue Africaine de Communication

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

**POLITIQUE ÉDITORIALE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION**

La *Revue Africaine de Communication* (RAC), qui s'adresse aux enseignants chercheurs, chercheurs, doctorants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits, à caractère scientifique, sur les sciences, les pratiques et les technologies de l'information et de la communication dans le respect des normes internationales de conception, de rédaction et de présentation des travaux scientifiques.

De plus, elle souhaite contribuer, le plus largement possible, au développement des études portant sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, le management, le marketing et la culture. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie *Varia*, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences et des techniques de l'information et de la communication est évident.

La RAC paraît une fois par an avec un numéro thématique

et/ou un numéro spécial. Selon la procédure en double-aveugle (*Double Blind Peer Review*), une version anonyme de chaque texte proposé est soumise à l'expertise de deux spécialistes en la matière, en vue de l'évaluation et, éventuellement, de la révision. À cet effet, les critères retenus sont la pertinence et l'intérêt du thème abordé, l'originalité de la problématique et de la démarche logique adoptée, la tenue stylistique de l'article ainsi que sa cohérence avec l'ensemble du numéro et de la Revue. Les contributions peuvent être acceptées, refusées ou donner lieu à des propositions de révisions pour l'auteur. En cas de désaccord entre les deux experts, le Directeur de Publication de la Revue soumet la contribution à une troisième évaluation. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité des auteurs.

En cas de publication, tous les droits sont transférés à la Revue (Voir Code d'Éthique de la *Revue Africaine de Communication*). Les auteurs sont invités à suivre le modèle de présentation et de mise en page des articles publiés par la *Revue Africaine de Communication* (titres, résumé et mots-clés, normes topographiques, références bibliographiques, etc.).

1. Le titre de la contribution

Titre en français et en anglais : police Book Antiqua 12, en gras, centré, interligne simple.

Nom, Prénom(s), premières lettres en majuscules, et affiliation(s) des contributeurs : police Book Antiqua 10, en gras, alignés à droite, interligne simple.

2. Introduction, Titres des parties, Conclusion

Police Book Antiqua 11, en gras, alignés à gauche, pas de retrait, interligne simple.

3. Résumé et Mots-clés de la contribution

- **Le résumé de la contribution** (500 signes au maximum): Rédigé en français et en anglais, police Book Antiqua 10, sans gras, sans italique, sans retrait, aligné à gauche, interligne simple.
- **Contenu du résumé** : Intérêt scientifique du thème et de

l'objet de recherche, délimitation du champ et du contexte de recherche, problématique, objectif et hypothèses de recherche, méthode(s) d'analyse et résultats attendus.

- **Mots-clés** : police Book Antiqua 10, pas de retrait, alignés à gauche, cinq mots en minuscules séparés par des virgules, première lettre du premier mot en majuscule (version française) ; premières lettres en majuscules, cinq mots séparés par des points virgules (version anglaise).

4. Plan de l'article

Il est souhaitable que le texte de l'article soit organisé à trois niveaux :

- section : 1, 2, 3, ... (style Titre 1, gras, taille de police 11, sans retrait) ;
- sous-section : 1.1., 1.2., ... 2.1., 2.2..., etc. (style Titre 2, gras, taille de police 11, retrait 1,27) ;
- sous-sous-section : 1.1.1., 1.1.2. ... 2.1.1., 2.2.2, etc. (style Titre 3, gras, taille de police 11, retrait 1,27).

5. Citations

- **Longueur, police, style, format :**

Les citations brèves (de trois lignes et moins) sont encadrées par des guillemets à la française, sans italique, police Book Antiqua11.

Les citations de trois lignes et plus : retrait 1,27 cm, Book Antiqua 10, pas de guillemets : « Étudiant les rapports entre l'hypertextualisation et l'animation numérique, Saemmer affirme :

Les mots sur support numérique prennent des couleurs, se coulent dans de nouvelles formes graphiques ; en se disposant librement dans l'espace, ils suggèrent une simultanéité caractéristique de l'image ; en s'animant, ils acquièrent une dimension plastique ; en s'hypertextualisant, ils deviennent palpables, touchables. L'un des enjeux centraux de mon livre *Matières textuelles sur support numérique* était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. J'ai essayé de montrer qu'en principe, les possibilités d'interaction et de mise en mouvement

du texte, les nouveaux rapports entre images fixes et mots animés, vidéos et lettres statiques sur l'interface numérique ouvrent le champ sémantique du texte vers de nouvelles significations (2008 : 63). »

▪ **Source de la citation :**

À la fin de la citation, on indique la source (entre parenthèses) : Nom de l'auteur, année de publication, éventuellement la page, précédée de deux points.

En cas de coupure importante ou d'omission dans la citation, il faut placer entre crochets les points de suspension pour la représenter :

« L'un des enjeux centraux de mon livre [...] était d'étudier les conséquences de l'hypertextualisation et de l'animation numérique sur le sens du texte. » (Saemmer, 2008 : 63).

▪ **Auteur(s) mentionné(s) après la citation :**

« En outre, l'opinion, « relayée au plus haut niveau de l'État, aspirait à une plus grande transparence administrative, à l'image d'autres grands pays démocratiques. » (Ermisse, 1988 : 205).

▪ **Citation de deux auteurs :**

« La communication politique a toujours présenté une dimension technique. Dans l'Antiquité grecque, la rhétorique en était la manifestation principale, qui permettait l'utilisation stratégique du discours à des fins de persuasion. » (Gerstlé & Piar, 2020 : 31).

▪ **Plus de deux auteurs :**

• **Une première citation :**

« Plusieurs virtualités cohabitent dans le débat nucléaire. » (Faivret, Missika & Wolton, 1980 : 9).

• **Une deuxième citation des mêmes auteurs :**

« Attaquer une idéologie est un exercice périlleux » (Faivret *et al.*, 1980 : 10) ou selon Faivret *et al.* (1980 : 10), « attaquer une idéologie est un exercice périlleux ».

▪ **Citation d'une institution :**

Lors de la première citation, le nom développé de l'institution est mentionné suivi de son abréviation :

« Dans le monde, une augmentation significative de la demande en eau est prévue dans les prochaines décennies. » (Organisation des Nations Unies pour l'Éducation, la Science et la Culture [UNESCO], 2017 : 1).

- **Dès la deuxième citation**, l'abréviation suffit :
« Les ressources en eau (eaux de surface et eaux souterraines) sont renouvelées à travers le cycle continu d'évaporation, de précipitations et de ruissellement. » (UNESCO, 2017 : 10).

- **Dictionnaire :**

Le relativisme est « une doctrine qui admet la relativité de la connaissance humaine ». (*Le Petit Robert*, 1989 : 1651)

Nota Bene : Pour certains dictionnaires comme celui de l'Académie française, le titre, le numéro de l'édition et le numéro de page suffisent.

- **Citation d'un auteur ayant publié plusieurs documents la même année :**

Si le slogan est l'instrument de la propagande idéologique et de la communication efficace, la rhétorique est une arme à double tranchant, dont la modalité peut être méliorative ou péjorative. Du point de vue rhétorico-pragmatique, les tropes tels que la métaphore ou la périphrase servent à l'expression de l'hybridité linguistique, en faisant s'affronter des points de vue narratifs sur le thème de l'immigration. (Dieng, 2020 a : 54)

Avoir de l'esprit est un atout considérable dans la discussion, mais il se transforme en défaut majeur lorsqu'il s'agit d'éprouver la raison. La prééminence de l'esprit de finesse sur le jugement ne nie pas l'importance de la raison, mais elle permet à l'humaniste de distinguer le champ de la communication de celui du raisonnement philosophique et à élaborer les grands principes d'une éthique du jugement. (Dieng, 2020 b : 362)

- **Plusieurs auteurs de différentes œuvres cités simultanément :**

« Les enjeux de l'information et de la communication ouvrent des perspectives à la recherche. » (Boukacem-Zeghmouri & Rodríguez Bravo, 2019 ; Blanchard & Roginsky, 2020 ; Mattelart, 2016)

- **Citation d'un auteur par un autre auteur :**

« Un usage extensif de l'Internet a permis aux Zapatistes d'instantanément diffuser leurs informations et revendications au monde. » (Castells, 1997 [2010], cité par Mattelart, 2016 : 117)

Nota Bene : Lorsque la date de la première édition est mentionnée, celle de la dernière est mise entre crochets.

- **Ajout de mots dans la citation** : mettre les mots ajoutés entre crochets.
- **Paraphrase d'un texte écrit** :

« Pour Dieng (2024 : 39), "parole sans règle et parole sans foi destinées à faire perdre la face à l'interlocuteur, la polémique a partie liée avec le pouvoir et suscite de ce fait un questionnement dans ses rapports à l'éthique" ».

6. Ponctuation

Sauf exception (point d'exclamation ou d'interrogation), pas de ponctuation dans un titre. Entre le point ou la virgule et le mot qui les précède, il n'y a pas d'espace. En revanche, il y en a une, insécable, entre les guillemets à la française, les deux points, le point-virgule, les points d'exclamation ou d'interrogation et le mot. Les crochets et les parenthèses ne contiennent pas d'espace à l'intérieur, mais à l'extérieur.

On utilise exclusivement les guillemets à la française (« »), en prenant garde de placer une espace insécable après le guillemet ouvrant et avant le guillemet fermant. Les guillemets anglais doubles (" ") sont requis dans une citation de deuxième niveau, c'est-à-dire imbriquée dans une première citation.

7. Normes typographiques

Format : Document Word.

Police : Book Antiqua (BA), 11 pour le corps de l'article, 10 pour les citations.

Style : Normal

Reliure à gauche : 0 cm ;

Interligne : simple

Mise en page : custom size, 15/23 cm (File, Page setup, Paper size: custom size) ; marges : 2 cm (bas, haut, gauche, droite)

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié.

Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; à partir de la première ligne 0 cm ; suspension : 0 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

8. Les tableaux :

Les tableaux sont titrés et insérés dans le texte, Book Antiqua (BA) 10. Pour chaque tableau, ne pas dépasser la moitié d'une

page de la revue ; sinon, il sera renvoyé en annexe à la fin de la bibliographie. Leur pertinence sera évaluée par les experts.

9. Notes de bas de page

Les notes en bas de page (police : Book Antiqua 10, suspension (hanging) 0,5 cm, Interligne simple). Ne sont acceptées que les notes qui apportent des informations complémentaires ou des précisions. Les références bibliographiques sont insérées directement dans le texte (voir **Citations**).

10. Bibliographie

▪ Format :

Corps du texte : police Book Antiqua 11, style Normal, justifié. Retrait : gauche : 0 cm, droite : 0 cm ; Interligne simple ; suspension : 0,5 cm

Espacement : avant : 0 point, après : 0 point

▪ Monographie :

Nom, Prénom (date). *Titre du livre* [date de la 1re édition]. Lieu : éditeur, «collection».

▪ Ouvrage collectif :

Nom, Prénom (éd. / éds) (date). *Titre de l'ouvrage*. Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Chapitre d'un ouvrage collectif :

Nom, Prénom (date). Titre de la contribution (pagination : pp. X-Y). In Prénom Nom (éd. / éds), *Titre de l'ouvrage* (pagination). Lieu : éditeur, « Collection » (si indiquée).

▪ Article :

Nom, Prénom (date). Titre de l'article. In *Titre de la revue*, n° x, *titre spécifique à ce numéro* (si indiquée), Prénom Nom (éd./éds), pagination (page de début et page de fin séparées par un tiret).

▪ Article de revue avec volume et numéro de fascicule (version imprimée) :

Nom, Prénom (année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique, numéro du volume en italique* (numéro du fascicule entre parenthèses), numéros de pages.

▪ Revue complète (numéro spécial) (version imprimée) :

Titre du numéro ou du supplément ou du hors-série [Numéro spécial]. (Année). *Titre de la revue en italique, numéro du volume en*

italique (numéro du fascicule entre parenthèses).

▪ **Article de revue (version électronique) avec DOI:**

Article de revue issu d'un hors-série ou d'un supplément (version imprimée ou électronique) : Nom de l'auteur, initiale du prénom (Année). Titre de l'article. *Titre de la revue en italique (pas en forme abrégée et sans le sous-titre)*, (h.s.) ou (suppl.), numéros de pages. <DOI>

▪ **Article de quotidien (version électronique) :**

Nom de l'auteur, prénom (Année, jour mois). Titre de l'article. *Titre du quotidien*. <DOI> ou Accès adresse URL : <lien [Consulté le...]>.

▪ **Congrès/Colloque (publié) :**

Nom du ou des directeur(s), prénom(s) (dir.). (Année). *Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque*. Lieu : Éditeur.

▪ **Contribution d'un auteur à un colloque (communication publiée) :**

Nom de l'auteur, Initiale du prénom (Année). Titre du document. In Initiale du prénom de l'auteur de l'ouvrage. Nom de l'auteur (dir. ou éd.), *Titre de l'ouvrage : Titre du colloque : Actes ou Journées et lieu, date du colloque* (pp. du document s'il y en a). Lieu : Éditeur.

▪ **Ressources Internet :**

- Mettre la **référence** précise, le **lien** entre guillemets simples <...> et la **date** de consultation entre crochets [...].
- **Article** : Nom, Prénom (2010). Titre. Titre de la revue en *italique*. URL entre guillemets simples (<...[Consulté le...]>) ou <DOI>
- **Livre électronique avec DOI** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. <DOI>
- **Livre électronique avec URL** : Nom, Prénom (Année). *Titre en italiques*. Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Page ou Site Web** : Auteur ou Organisme (Année de publication). *Titre de la page consultée*. Date de la dernière mise à jour ou de copyright). Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.

- **Texte législatif (version imprimée)** : *Titre et date d'adoption du texte de loi* ; Sigle (si existant), Recueil et Numéro.
- **Texte ou article législatif (version électronique)** : *Titre et date d'adoption du texte ou de l'article de loi* ; Sigle (si existant) ; Recueil et numéro ; Le **lien** entre guillemets simples <... [Consulté le...] >.
- **Thèse** : Prénom Nom, *Titre : sous-titre*, nombre de pages, tomaison, Type de diplôme : Discipline et spécialité : Université (et / ou autres précisions telles que la ville) : Année (date de soutenance). S'il n'y a pas de date de parution, mettre l'abréviation s.d. (*sine datum*) à la place de l'année.

10. Abréviations

Éditeur scientifique : (éd. ou éds.)

Sous la direction de : (dir.)

Numéro d'édition : (éd. ; par exemple : 2e éd.) :

Sans lieu de publication : *sine loco* (s.l.)

Sans nom de l'éditeur : *sine nomine* (s.n.)

Sans date : *sine datum* (s.d.)

L'abréviation des pages se fait différemment en fonction du type de document :

- pour les chapitres d'ouvrage collectif et pour les articles de la presse quotidienne, les pages sont indiquées avec l'abréviation «p.» pour une seule page consultée et «pp.» pour plusieurs pages. Exemple : p. 7 ou pp. 7-14 ;
- pour les périodiques (revue, magazine), les pages sont indiquées sans abréviation. Exemple : 7-14.

11. Bibliographie sélective

BLANCHARD, Gersende & ROGINSKY, Sandrine (2020). Introduction. Dossier - La professionnalisation de la communication politique en question : acteurs, pratiques, métiers. *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 1(1), 5-12. <https://doi.org/10.3917/enic.029.0005>

BOUKACEM-ZEGHMOURI, Chérifa & BLANCA, Rodríguez Bravo (2019). Présentation du dossier 2019. Une information scientifique, entre évaluation et médiatisation. *Les Enjeux de*

- l'information et de la communication*, 2(2), 5-11.
 <<https://doi.org/10.3917/enic.027.0005>>
- DIENG, Alioune (2020 a). Hybridité linguistique et réinterprétation de l'aventure ambiguë chez Fatou Diome. In *Réécriture et interprétation, Acta Iassyensia comparationis*, 26(vol.2), 51-62.
 <http://literaturacomparata.ro/Site_Acta/issues/aic26/06%20Dieng_Layout%201.pdf>
- DIENG, Alioune (2020 b). L'expérience de l'enrichissement dans les *Essais de Montaigne*. *Akofena, Revue scientifique des Sciences du langage, Lettres, Langues et Communication*, n°002, vol. 1, 353-370.
- DIENG, Alioune (2024). *Éthique et argumentation polémique*. Dakar: Presses Universitaires de Dakar (P.U.D.).
- ERMISSE, Gérard (1988). Les archives françaises à l'horizon de l'an 2000 (études rassemblées à l'occasion du XIe Congrès international des Archives. In *La Gazette des archives* (pp. 200-217), n°141, Actes du colloque de Paris, 22-26 août.
- FAIVRET, Jean-Philippe, MISSIKA, Jean-Louis, WOLTON, Dominique (1980). *L'Illusion écologique*. Paris : Seuil.
- GERSTLE, Jacques, PIAR, Christophe (2020). *La Communication politique*. Paris : Armand Colin, collection « U ».
- MATTELART, Tristan (2016). Déconstruire l'argument de la diversité de l'information à l'heure du numérique : le cas des nouvelles internationales. In *Les Enjeux de l'information et de la communication*, 2(2), 113-125.
 <<https://doi.org/10.3917/enic.021.0113>>
- SAEMMER, Alexandra (2008). Le texte résiste-t-il à l'hypermédia ? In *Communication & Langages*, n°155, 63-79.
- UNESCO (2017). Les Eaux usées : une ressource inexploitée. *Rapport mondial des Nations Unies sur la mise en valeur des ressources en eau*.
- WOLTON, Dominique (1997). *Penser la communication*. Paris : Flammarion.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR
CENTRE D'ÉTUDES DES SCIENCES ET TECHNIQUES
DE L'INFORMATION
(CESTI)
Avenue Cheikh Anta Diop, BP 5005, Dakar, Sénégal

REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION



Emails : cesti@ucad.edu.sn ; alioune1.dieng@ucad.edu.sn

ISSN : 3092-5630

e-ISSN : 3092-5614

**CODE D'ÉTHIQUE
DE LA
REVUE AFRICAINE DE COMMUNICATION**

1. De l'évaluation des contributions scientifiques

En ce qui concerne l'évaluation de chaque contribution, le Directeur de Publication et les membres du Comité de Lecture et de Rédaction de la Revue sollicite l'avis d'au moins deux évaluateurs, selon le système de double-blind peer review (double-aveugle). L'évaluation des textes soumis à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) prend en examen leur contenu scientifique, sans distinction de race, de sexe, de nationalité, de croyance et d'orientation académique ou politique des auteurs. Sans accord écrit de la part de l'auteur, le matériel inédit des manuscrits soumis à la Revue ne peut pas être employé pour d'autres recherches. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique, le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent autrement à ne diffuser aucune information concernant les textes à des fins différentes des évaluations, des révisions, de l'édition et de la publication. Les textes et leur contenu relèvent de la seule et entière responsabilité de leurs auteurs.

2. Des obligations du Directeur de Publication

Le Directeur de Publication veille à l'exécution et au respect scrupuleux de la Politique éditoriale et du Code d'éthique de la *Revue Africaine de Communication*. Il définit, en collaboration avec le Comité scientifique et le Comité de Lecture et de Rédaction, la thématique annuelle de la Revue et supervise le processus de lancement, d'évaluation, de révision et de publication de chaque numéro. Il est la personne morale et administrative de la Revue. Garant de la notoriété, mais aussi de la qualité, de la conformité et de l'effectivité des travaux et des manifestations scientifiques de celle-ci, le Directeur de Publication supervise la collaboration entre les différents comités de la Revue, les évaluateurs et les contributeurs. Enfin, il la représente dans les autres instances et manifestations scientifiques.

3. Des obligations du Comité scientifique

Le Comité scientifique est tenu de respecter la politique et les principes éditoriaux de la *Revue Africaine de Communication* et doit aussi se conformer aux dispositions légales en matière de diffamation, de violation du copyright et de plagiat. Pour les prises de décisions, le Directeur de Publication de la Revue collabore avec le Comité scientifique. Les deux instances sont responsables de la publication finale des articles.

4. Des obligations du Comité de Lecture et de Rédaction

Le Comité de lecture et de Rédaction relève et vérifie les informations concernant les erreurs, imprécisions, conflits d'intérêts ou plagiat à l'égard d'une contribution, qu'il communique immédiatement au Directeur de Publication de la Revue, qui, à son tour, les notifie à l'auteur. Il vérifie ensuite le respect des modifications et des corrections formulées par les évaluateurs selon les critères fixés par la Revue. Au cas contraire, la Revue s'engage à entreprendre les actions nécessaires : éventuellement, l'article sera retiré de la version finale du numéro lancé. De façon générale, le Comité de lecture et de Rédaction apporte son aide au Directeur de Publication et à son équipe dans la révision, l'édition et la publication des contributions.

5. Des obligations des Évaluateurs

L'expert sélectionné ne se jugeant pas qualifié pour l'évaluation, ou sachant ne pas être en mesure de respecter les délais indiqués, doit notifier la décision au Directeur de Publication de la Revue. Il ne doit pas accepter l'expertise d'une contribution scientifique dans le cas d'un conflit d'intérêts dû à un rapport de compétition, de collaboration étroite, etc. avec les auteurs. Le Directeur de Publication, le Comité scientifique et le Comité de lecture et de Rédaction s'engagent à traiter les textes reçus comme des documents confidentiels.

Les évaluateurs s'engagent, quant à eux, à exprimer leurs opinions et recommandations, à les argumenter, documenter et illustrer dans le strict respect du secret professionnel. En outre, ils éviteront de les formuler de façon blessante. S'ils remarquent des passages plagiés ou bidonnés, ils ont l'obligation d'en informer le Directeur de Publication de la Revue. L'évaluation doit être effectuée avec objectivité, professionnalisme et discréetion. Les informations contenues dans les documents évalués demeurent confidentielles et, en aucun cas, ne peuvent faire l'objet d'autre exploitation.

6. Des obligations des Auteurs

Les auteurs s'engagent à garantir l'originalité des contributions, leur non-soumission en vue d'une autre publication lors des phases d'évaluation et de révisions des contributions. Par leur simple participation au numéro, ils acceptent aussi à n'employer des contenus ou des expressions d'autres auteurs qu'en indiquant toujours la source référencée. Les textes soumis n'ont jamais été publiés comme documents protégés par copyright dans d'autres revues ou dans des ouvrages collectifs déjà publiés.

En envoyant une contribution, l'auteur/les auteurs acceptent que, si le texte est approuvé pour la publication, tous les droits économiques, sans limites d'espace et avec toutes les modalités et technologies existantes ou à venir, sont transférés à la *Revue Africaine de Communication*. Dans le cas où un auteur noterait des erreurs significatives, des incohérences ou des imprécisions dans le document scientifique publié, il doit immédiatement le porter à la connaissance du Directeur de Publication de la Revue et

coopérer pour la rétractation ou la révision de la contribution proposée.

7. Accès, Reproduction, Distribution, Diffusion et Partage des Contributions scientifiques

Les contributions scientifiques à la *Revue Africaine de Communication* (RAC) sont disponibles en accès libre sur le site: <https://rac.ucad.sn>. Elles sont également archivées à la Bibliothèque nationale, à la Bibliothèque centrale de l'Université Cheikh Anta Diop de Dakar et à la Médiathèque du Centre d'Études des Sciences et Techniques de l'Information.

Les auteurs cèdent tous les droits de reproduction, de publication et de diffusion de leurs contributions scientifiques à la RAC. Par conséquent, ils acceptent toutes modifications formelles liées aux contraintes de leur mise en page et de leur mise en valeur.

De plus, les contributions publiées par la RAC, ne pouvant faire en aucun cas l'objet d'une autre publication, sont autorisées sous la Licence CC-by-nc-nd (autorisation de partager, copier, reproduire, distribuer et communiquer l'oeuvre originale par tous moyens et sous tous formats, sans modifications, dans un but scientifique, pédagogique ou promotionnel, sauf à des fins commerciales).

Les auteurs doivent être crédités de la paternité de leurs contributions et la source indiquée. Ce droit à la paternité des contributeurs est scrupuleusement respecté en cas d'utilisation de leurs oeuvres (Prénom, Nom, titre de la contribution, Nom de la Revue, Numéro, Année de publication, N° de la page d'où est tiré l'extrait).

SOMMAIRE

<i>Avant-propos</i>	I-XI
<i>Éthique de la violence et ethos politique</i> <i>Ethics of violence and political ethos</i>	
Alioune Dieng & François xavier Diémé	3-27
<i>Santé sans CFA : stratégies communautaires de prise en charge medicale en contexte de crise à Kédougou</i> <i>Health without cfa: community strategies and reinventing care in a crisis context in Kedougou</i>	
Babacar Cissé.....	29-57
<i>Gouvernance et communication politique en periode de crise : comment comprendre les actions souverainistes de la transition malienne ?</i> <i>Governance and political communication in times of crisis: how can we understand the sovereignist actions of the Malian transition?</i>	
Hama Yalcouyé.....	59-77
<i>La lutte contre la « désinhibition écologique » dans les pays du sud global via la communication publique et les participations citoyennes à l'ordre environnemental : le cas amazonien</i> <i>Confronting ecological disinhibition through public communication and citizen participation adapted to the climate of impunity: the amazonian case</i>	
Pierre Cilluffo Grimaldi.....	79-102
<i>Les logiques manipulatoires des relations publiques en contexte électoral en république de Côte d'Ivoire</i> <i>The manipulative logic of public relations in the electoral context in the Republic of Côte d'Ivoire</i>	
Guillaume Yao Kouakou.....	105-126
<i>Désinformation et communication politique en ligne en temps de crise : le cas de la transition politique tchadienne en 2024</i> <i>Disinformation and online political communication in times of crisis: the case of chad's political transition in 2024</i>	
Kidana Alice Gali.....	127-148
<i>Bots, communication politique et polarisation numérique : dynamiques informationnelles lors de l'élection présidentielle sénégalaise de 2024</i> <i>Bots, political communication and digital polarization: information dynamics during the 2024 Senegalese presidential election</i>	
Papa Djibril Ngom & Kouassi Sylvestre Kouakou.....	149-176

Repenser la communication dans les opérations de soutien à la paix en Afrique
Rethinking communication in peace support operations in Africa

Abel Hubert Mback Wara.....177-195

Radiodiffusions communistes et formation politique des militants de l'union des populations du Cameroun (UPC) 1955-1971

Communist radio broadcasts and political training of militants of the union of the peoples of Cameroon (UPC) 1955-1971

Oumarou Gnebora.....199-224

Presence et representation du Groupe Wagner dans les titres de presse: cas de Jeune Afrique et de Le Monde (2022-2023)

Presence and representation of the Wagner Group in press headlines. The case of Jeune Afrique and Le Monde (2022-2023)

Sali Bouba Oumarou.....225-252

AVANT-PROPOS

Le numéro 7 de la *Revue Africaine de Communication* (RAC) est consacré au thème suivant : « Communication politique et crises contemporaines ». En effet, les crises contemporaines, qu'elles soient climatiques, sanitaires, économiques, sociales ou politiques, par leur caractère disruptif, se révèlent être des catalyseurs qui mettent à l'épreuve la solidité de nos systèmes politiques et sociaux. Elles imposent une réévaluation profonde des discours et des pratiques de communication politique. Dans un contexte mondial marqué par une défiance croissante à l'égard des institutions, une polarisation à outrance de l'opinion publique et une circulation ultra-rapide de l'information via les médias sociaux, la communication politique se trouve confrontée à un double défi. D'une part, elle est déstabilisée par la perte de maîtrise des flux informationnels et des narratifs ; d'autre part, elle se voit renouvelée par l'émergence de nouveaux outils et de nouvelles formes d'engagement citoyen.

Ainsi, comme l'a souligné Wolton (1989), la communication politique ne saurait se réduire à une simple transmission d'informations. Elle constitue un champ de tensions permanentes où s'affrontent des enjeux de légitimité et de pouvoir. Les crises récentes et actuelles exacerbent ces tensions sous-jacentes, opposant transparence, intégrité et contrôle de l'information, urgence et réflexivité, élitisme et populisme, réalisme politique et démagogie, sans oublier les tensions entre dynamiques géopolitiques mondiales et replis nationalistes. La manière dont ces crises sont gérées met en lumière les stratégies par lesquelles les acteurs politiques, les médias et les mouvements citoyens s'approprient, remettent en question ou réajustent leurs discours et leurs dispositifs communicationnels pour faire face à des défis sans précédent (Cardon, 2019).

Ce numéro thématique se donne à lire comme une démarche pour cerner la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyen(ne)s.

Étant donné le caractère interdisciplinaire des sciences de l'information et de la communication, il s'inscrit dans la problématique des changements multiples induits par les crises dans leurs différentes dimensions.

Par ailleurs, la communication politique en période de crise constitue un terrain conflictuel sur le plan informationnel, où la recherche de la confiance publique se confronte à une propagation exponentielle de la désinformation. Ce phénomène est généralement défini comme « une manipulation délibérée de l'information, des [faits] dans le but d'induire en erreur le récepteur et [d'altérer] ainsi son jugement, sa décision et son action » (Kouakou, 2023, p. 2). En d'autres termes, les faits, souvent complexes et incertains, sont sujets à des distorsions accentuées et présentés sous les vocables *fake news*, *deepfakes*, théories du complot et infox. Ces distorsions sont amplifiées par la viralité des réseaux sociaux, participant de l'ère de « post-vérité » (Bronner, 2013), où l'émotion et la croyance prévalent souvent sur les faits. La crise du Covid-19 a illustré de manière frappante comment des messages contradictoires et des *fake news* ont pu éroder la confiance envers les institutions et entraver les efforts de santé publique (Kouakou, 2021). De ce fait, la désinformation, particulièrement en contexte de crise, peut compromettre la crédibilité des institutions, exacerber les divisions sociales et rendre inefficaces les politiques publiques.

Dans ce point de vue, la polarisation politico-médiatique constitue un phénomène croissant dans les démocraties contemporaines, où les discours politiques se radicalisent à travers les médias traditionnels et les plateformes numériques. Cette dynamique exacerbe les clivages idéologiques et simplifie excessivement les débats publics les cantonnant à une vision binaire. Il pose ainsi des défis majeurs pour la démocratie, notamment en termes de désinformation, d'érosion de la confiance dans les institutions et de fragmentation de l'espace public (Bail, 2023).

Cette problématique s'inscrit dans un champ de recherche déjà riche, qui a longtemps étudié l'influence des médias, notamment télévisuels, sur les actions politiques (Bourdieu, 1996; Le Bohec, 2013). L'avènement des émissions politiques (Neveu, 2001 ; Delporte, 2012) et des nouveaux médias numériques a toutefois transformé les modalités de couverture de l'actualité politique. Certains travaux mettent en lumière leur influence sur l'opinion publique (Derville, 2017 ; Neveu, 2017), tandis que d'autres explorent leur impact sur la reconfiguration

du champ politique (Desrumaux et Nollet, 2021 ; Lalancette et Bastien, 2024).

Dans cette perspective, la communication politique se trouve aujourd’hui au cœur d’une crise de la représentation qui fragilise les démocraties contemporaines. Celle-ci, caractérisée par une défiance croissante des citoyens envers leurs représentants et les institutions, trouve ses racines dans un sentiment de déconnexion entre les attentes populaires et les réponses politiques. Les mouvements sociaux, comme les Gilets jaunes en France (2018), le Balai Citoyen au Burkina Faso (2013), le Printemps arabe en Afrique du Nord (2011) ou Y’en a marre au Sénégal (2011) illustrent parfaitement comment la communication politique peut être réappropriée par les citoyens pour contester l’ordre établi et proposer des alternatives. Ces mouvements, souvent nés des contextes de marginalisation politique, économique et sociale, ont su créer une synergie entre l’art, la politique et la communication en ayant recours à des symboles forts, à des récits mobilisateurs et à des outils de communication moderne pour amplifier leurs revendications et contourner les structures traditionnelles du pouvoir (Frère, 2015). Pierre Rosanvallon, dans *La contre-démocratie* (2006), souligne que cette défiance n'est pas un phénomène passager, mais une caractéristique structurelle des démocraties modernes, où les citoyens réclament davantage de transparence, de participation et de légitimité.

Dans ce contexte, la communication politique joue un rôle ambivalent. D’un côté, elle est souvent perçue comme un outil de manipulation ou de propagande, renforçant la méfiance des citoyens. De l’autre, elle possède le potentiel de renouer le lien entre les institutions et les citoyens, à condition de se transformer en un véritable espace de dialogue participatif. Cette dualité invite à une réflexion approfondie sur les dynamiques actuelles de la représentation politique, le rôle des médias dans la construction de l’opinion publique et les nouvelles formes de participation citoyenne.

Ainsi, il va sans dire que les crises, par définition, constituent des moments de rupture qui, en générant de l’incertitude, déstabilisent l’ordre établi au sein des sociétés. Dans ces contextes où les repères sont brouillés et la confiance envers les

institutions mise à l'épreuve, la communication devient un levier stratégique pour expliquer, rassurer et influencer l'opinion publique. Elle offre une grille de lecture de la crise pour orienter le cadre interprétatif (*framing*), façonner les représentations sociales (Entman, 1993 ; Correa 2022) et conditionner les comportements collectifs.

La récente crise sanitaire de la Covid-19 a montré le rôle déterminant de la communication dans la stratégie de riposte pour lutter contre la pandémie. Dans un contexte marqué par la gestion de l'incertitude, où les gouvernants ont été contraints de prendre des décisions impopulaires ou coercitives, le recours à la rhétorique politique a constitué un outil de gouvernance pour créer une « ingénierie du consentement » (Bernays, 1928) et favoriser l'adoption de comportements « sains ». Il fait appel au nécessaire « travail politique de construction cognitive, normative et institutionnelle de la crise » (Bouzon, 2004 ; Crespin et Clavier, 2022).

L'émergence de nouvelles formes d'expression sociale et de pratiques culturelles à partir de mai 68 est le point de départ d'une redéfinition constamment renouvelée des rapports sociaux et des phénomènes de contrôle du pouvoir politique, économique et culturel. Avec l'explosion des techniques, des théories et des technologies de l'information et de la communication dans les années 70, ce phénomène dépasse les frontières des États (Miège, 2004). On assiste alors à la naissance du mythe de la société de l'information (Gerstlé, 2007), qui pose les jalons d'un espace social post-industriel globalisé, où domine, non plus seulement l'économie et la politique, mais aussi, et de façon plus probante et incontrôlée une forme d'impérialisme culturel qui fonde l'hégémonie sur le triptyque intérêt/technologie/communication.

Ce nouvel ordre mondial de l'information et de la communication (NOMIC), sur lequel se penche l'UNESCO de 1977 à 1980 (Miège, 2004), découle d'une informatisation à outrance de la vie sociale ouvrant la voie à des formes nouvelles de communication politique et stratégique (marketing politique, communication digitale, etc.), d'exercice de la liberté d'expression (E-liberté) et de la démocratie (E-démocratie) dans lesquelles les enjeux économiques sont dilués dans une

réorganisation de l'économie capitaliste ayant la technique et la culture comme bras armés du capitalisme. Ainsi, l'abolition des distances géographiques accentue les conflits culturels, politiques et commerciaux entre les nations (Wolton, 2001).

Cette nouvelle donne s'accompagne d'une montée du populisme et du nationalisme dans les démocraties occidentales (États-Unis, Italie, Autriche, Allemagne, France...). On assiste alors à une révolution de la communication politique qui, en devenant directe, soutenue et incisive, s'adresse à l'imaginaire des peuples (Naves, 2017). La frénésie des déclarations chocs sur les réseaux sociaux numériques noue et défait les relations internationales et les traités commerciaux. En toile de fond, des lobbies et des multinationales, véritables groupes de pression et d'influence au service de l'impérialisme économique et culturel, s'activent pour imposer leur domination (Braud, 2006) à travers des réseaux sociaux numériques et des circuits commerciaux et financiers qu'ils contrôlent entièrement.

L'intégrité de l'information constitue un enjeu majeur dans les dynamiques des conflits contemporains et le repositionnement géopolitique des États et des acteurs internationaux (Arquilla et Ronfeldt, 1999). À l'ère du numérique et des guerres hybrides, l'information est devenue un champ de bataille où s'affrontent intérêts étatiques, économiques et idéologiques. Sa manipulation – qu'elle soit biaisée, tronquée ou falsifiée – est devenue une arme stratégique influençant les rapports de force mondiaux (Douzet, 2014 ; François & Lin, 2020). La lutte pour l'intégrité de l'information représente ainsi un enjeu majeur pour la stabilité internationale et le repositionnement des acteurs dans l'ordre mondial (Miskimmon, O'Loughlin & Roselle, 2013 ; Lasswell, 1927).

Dans un contexte où la lutte pour le contrôle des narratifs s'intensifie, il devient crucial d'examiner les mécanismes de manipulation, les régulations possibles et la capacité des sociétés à s'adapter à ces nouvelles formes de conflits informationnels. L'avenir des relations internationales dépendra largement de la manière dont les acteurs géopolitiques gèreront cet enjeu sans compromettre les principes démocratiques fondamentaux (Chomsky & Herman, 2008 ; Nye, 2005 ; Rid, 2020 ; Diagne, 2024 ; Castells, 2009 ; Camara, 2015 et 2018).

Inhérente à la gestion du pouvoir, la communication constitue une dimension importante de l'agir politique. Elle a connu de profondes mutations à l'ère du numérique avec l'avènement de nouveaux espaces de prises de parole et de mobilisations citoyennes (Granjon, 2005). Partie intégrante des dispositifs de communication contemporaine, les réseaux sociaux favorisent le renouvellement des modalités et formats du dire politique et créent de nouvelles dynamiques dans les stratégies de conquête ou de conservation du pouvoir qui méritent d'être questionnées sous l'angle de la communication politique en contexte de crise. L'usage des réseaux sociaux par les leaders politiques, la montée en puissance des influenceurs sur Internet et la prolifération de la désinformation sont autant de phénomènes qui interrogent les mécanismes actuels de persuasion, de légitimation et de construction de sens dans l'espace public (Greffet 2016 ; Douyère et Rieffel, 2019 ; Badouard, 2021).

La communication numérique dans le champ politique, ce sont aussi les nouvelles formes de mobilisations citoyennes, déconnectées des appareils politiques traditionnels et qui visent à replacer le citoyen au cœur du débat démocratique grâce aux technologies numériques regroupées sous le terme de *civic tech* (Cardon, 2019). En contexte de crise, ces technologies civiques peuvent-elles contribuer à restaurer la confiance entre gouvernants et gouvernés ? Peuvent-elles favoriser une réappropriation du débat démocratique par les citoyens ?

Dans ce numéro thématique de la *RAC* (2025), des chercheurs, à travers leurs travaux scientifiques, ont réfléchi sur la communication et la philosophie politiques dans leurs rapports avec la gouvernance politique, la communication de crise, la propagande et le rôle des médias dans la construction de l'opinion.

Dans leur contribution, Alioune Dieng et François Xavier Diémé donne une nouvelle lecture des tensions idéologiques et religieuses en Italie et en France aux XVe et XVIe siècles en fondant leur réflexion sur la promotion d'un projet politique et social qui vise une stabilité durable et non l'expression débridée des libertés citoyennes et des convictions religieuses. Ainsi, ils montrent que le génie et la rhétorique politiques peuvent traduire l'expression ambiguë d'un humanisme civique et/ou

d'un *ethos* politique qui situent la communication politique et la violence idéologique dans des stratégies d'alerte et de veille politique.

Dans son article sur les dynamiques communicationnelles et politiques, Babacar CISSÉ analyse les Mécanismes Endogènes de Financement de la Santé (MEFS) en contexte de crise pour mettre en évidence des formes d'innovation sociale dans lesquelles la santé devient un bien commun négocié, façonné par des logiques de solidarité, d'autonomie et de gouvernance hybride. Hama Yalcouyé, quant à lui, s'intéresse à la communication politique souverainiste adoptée par la transition militaire malienne afin de mieux comprendre les succès et les échecs enregistrés par les différents régimes en matière de gouvernance et de gestion sécuritaire.

La contribution scientifique de Pierre Cilluffo Grimaldi explore les dynamiques de participations citoyennes en Amazonie afin d'ouvrir de nouvelles possibilités à la communication publique et à la participation citoyenne à travers la conscientisation des masses et la dénormalisation d'un crime environnemental.

En se penchant sur la crise de réputation des institutions électORALES ivoiriennes, Kouakou guillaume Yao analyse l'usage des logiques manipulatoires et du capital émotionnel dans les stratégies d'influence de l'opinion en contexte électoral. Dans ce chapitre de la propagande politique et de la manipulation des opinions, Kidana Alice Gali consacre ses travaux aux usages de Facebook dans l'espace de communication politique durant la transition politique tchadienne en 2024. Sa contribution montre le rôle ambivalent des plateformes numériques qui sont à la fois des instruments de pouvoir et des espaces de résistance et de contestation dans une double perspective de négociation permanente de la construction du réel et de la légitimité des acteurs politiques. Dans ce même registre de l'hybridation des espaces numériques, situés entre les pratiques citoyennes et les stratégies d'influence automatisées, Papa Djibril Ngom et Kouassi Sylvestre Kouakou interroge la place des bots dans la circulation de l'information et leur contribution à la fragmentation de l'espace public pour révéler l'orchestration narrative structurée, avec amplification coordonnée,

standardisation des contenus visuels et recyclage de hashtags, fruits d'une polarisation activement construite par des stratégies d'influence hybrides.

En mobilisant les concepts de la théorie constructiviste, Abel Hubert Mback Wara met en exergue les avantages tant potentiels que réels d'un usage stratégique de la communication dans les processus de paix déployés en Afrique, qui souffre d'une crise de la communication traduite par un usage marginal de l'information et de la communication stratégiques comme outils de pacification. Par ailleurs, Oumarou Gnebora à partir d'une analyse critique de données recueillies à Douala, analyse l'apport probant des radios communistes dans la formation des militants de l'UPC de 1955 à 1971, période marquée par les luttes nationalistes au Cameroun.

Enfin, en s'appuyant sur un corpus constitué des titres d'articles de deux médias de référence, *Jeune Afrique* et *Le Monde*, publiés en ligne du 1er février 2022 au 28 février 2023, Sali Bouba Oumarou s'intéresse à la place du groupe Wagner dans le discours médiatique et les stratégies géopolitiques. Son analyse des contenus médiatiques montre que l'intérêt suscité par la présence du groupe paramilitaire russe en Afrique met l'accent sur les marqueurs de pouvoir et les jugements liés au traitement médiatique de cette présence.

Toutes ces contributions scientifiques montrent que la violence, les médias et la nouvelle donne numérique redéfinissent les espaces publics, politiques et géopolitiques à travers le renouvellement incessant des stratégies de communication, de manipulation et de lutte politiques.

BIBLIOGRAPHIE INDICATIVE

- Arquilla, J., & Ronfeldt, D. (1999). *The Emergence of Noopolitik: Toward an American Information Strategy*. Rand Corporation.
- Bail, C. (2023). *Le prisme des réseaux sociaux. Polarisation politique sur Internet*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Bernays, E. (2008). *Propagande*. Paris : Édition Zones/La Découverte (Œuvre originale publiée en 1928, *Propaganda*, New York City: Horace Liveright).
- Bourdieu, Pierre (1996). *Sur la télévision. Suivi de l'emprise du journalisme*. Paris : Raisons d'agir.

- Bouzon, A. (2004). *La place de la communication dans la conception de systèmes à risques*. Paris : L'Harmattan.
- Braud, P. (2006). *Sociologie politique*, 8e édition. Paris : Librairie Générale de Droit et de France.
- Bronner, G. (2013). *La démocratie des crédules*. Paris : Presses Universitaires de France.
- Camara, M. (2018). « Dire, montrer l'extrême du terrorisme. L'iconographie des attentats de Paris et de Bruxelles à la Une de la presse européenne ». *Revue Sciences et Techniques du Langage*, n° 14, 72-96.
- Camara, M. (2015). Crise structurelle des organes de régulation en Afrique de l'Ouest : impacts médiatiques, déficits démocratiques. Le cas de la Côte d'Ivoire et du Mali. *Revue africaine de communication*, n°1, 81-96.
- Cardon, D. (2019). *Culture numérique*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Castells, M. (2009). *Communication Power*. Wellington Square, OX.: Oxford University Press.
- Badouard, R. (2021). *Les nouvelles guerres de l'information. Désinformation et radicalisation de la vie publique*. Paris : Le Seuil.
- Cazeaux, G. (2024/4). La Fabrique de l'opinion numérique : des citoyens sous Influence. In *Cités*, n°1000, 313-326.
- Correa, P. (2022). De l'international aux nations. La communication publique sur la pandémie du Covid-19. Exemple du Sénégal. *Revue africaine de Communication, Nouvelle Série*, n°5, 80-93.
- Crespin, R., & Clavier, C. (2022). *Des crises sanitaires aux crises politiques*. Paris : Presses de Sciences Po.
- Derville, G. (2017). *Le pouvoir des médias*. Grenoble : Presses Universitaires de Grenoble.
- Desrumaux, C. & Nollet, J. (dir.) (2021). *Un capital médiatique ? Usages et légitimation de la médiatisation en politique*. Rennes : Presses Universitaires de Rennes.
- Diagne, Y. (2024). Les médias sociaux et le désordre de l'information : perspectives neuroscientifiques et psychologiques. *Revue africaine de la communication*, Nouvelle Série, n°6, 121-141.
- Douyère, D., & Rieffel, R. [(dir.) (2019)]. *La communication politique*. Paris : Armand Colin.

- Douzet F. (2014). La géopolitique pour comprendre le cyberespace, *Hérodote*, vol. 1-2, n° 152-153, 3-21.
- Entman, R. M. (1993). Framing: Toward clarification of a fractured paradigm. *Journal of Communication*, 43(4), 51-58. <<https://doi.org/10.1111/j.1460-2466.1993.tb01304.>>.
- François, C. & Lin, H. (2020). Cartographier un angle mort : la surprise stratégique des opérations informationnelles russes sur les réseaux sociaux en 2016. *Géopolitique de la datasphère*, n°177-178, 3-21.
- Granjon, F. (2005). L'Internet militant. Entretien avec Fabien Granjon. *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, vol. 79, n°79, 24-29.
- Greffet, F. (2016). *Internet et la campagne présidentielle de 2012*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Herman, E. & Chomsky, N. (2008). *La fabrication du consentement: l'économie politique des médias de masse*. Londres : Bodley Head.
- Jost, J. T. et al. (2018). Comment les médias sociaux facilitent la protestation politique : information, motivation et réseaux sociaux. *Political Psychology*. <<https://doi.org/10.1111/pops.12478>>.
- Kouakou, K. S. (2021). Médias sociaux et covid-19 : analyse des pratiques informationnelles des étudiants sénégalais sur WhatsApp. *Revue Africaine de Communication*, n°4, 35-58. <<http://dx.doi.org/10.61585/pud-rac-nsn403>>.
- Kouakou, K. S. (2023). Esprit critique et lutte contre la désinformation Une étude des habiletés à la pensée critique des étudiants primo-arrivants. *Balisages*, n°7, p.1-21. ISSN 2724-7430. <<https://dx.doi.org/10.35562/balisages.1274>>.
- Lasswell, H. D. (1927). La théorie de la propagande politique. *Revue de science politique*, Vol. 42, tome L, 627-631, doi : 10.2307/1945515
- Le Bohec, J. (2013). *Élections et télévision*. Grenoble : Presses universitaires de Grenoble.
- Naves M.-C. (2017). Donald Trump ou la communication incantatoire. In Arnaud Mercier (éd.), *La communication politique*. Paris : CNRS, 149-158.
- Miège B. (2004). L'économie politique de la communication. In *Hermès*, 38, *Les SIC : savoirs et pouvoirs*, 46-54.

- Miskimmon, A., O'Loughlin, B., & Roselle, L. (2013). *Strategic Narratives: Communication Power and the New World Order*. New York/London: Routledge.
- Nye, J. (2005). *Soft power. The means to success in world politics*. New York City: Public Affairs.
- Pariser, E. (2011). The filter bubble. What the internet is hiding from you. Penguin Books. *Singulière*. Paris : L'Harmattan.
- Rid, T. (2020). *Active Measures: The Secret History of Disinformation and Political Warfare*. New York City: Farrar, Straus & Giroux.
- Rosanvallon, P. (2006). *La contre-démocratie. La politique à l'âge de la défiance*. Paris : Seuil.
- Rosnay, J. (2006) *La révolte du pronétariat: Des mass média aux médias des masses*. Paris: Fayard
- Vilenchik, N. K., Baden, C. & Yarchi, M. (2020). Interpretative Polarization across Platforms: How Political Disagreement Develops Over Time on Facebook, Twitter, and WhatsApp. *Social Media + Society*. <[sagepub.com](https://doi.org/10.1177/2056305120944393)>. DOI: 10.1177/2056305120944393>.
- Wolton, D. (1989). La communication politique : construction d'un modèle. *Hermès, La Revue*, 1 (1), 27-42.
- Wolton, D. (2001). La communication, un enjeu scientifique et politique majeur du XXIe siècle. In *L'Année sociologique*, vol. 51, 309-326.

Pr Kouassi Sylvestre KOUAKOU
Dr Yacine DIAGNE
Dr Mamadou Diouma DIALLO

COMMUNICATION POLITIQUE
&
MÉDIAS

RADIODIFFUSIONS COMMUNISTES ET FORMATION POLITIQUE DES MILITANTS DE L'UNION DES POPULATIONS DU CAMEROUN (UPC) 1955-1971

COMMUNIST RADIO BROADCASTS AND POLITICAL TRAINING OF MILITANTS OF THE UNION OF THE PEOPLES OF CAMEROON (UPC) 1955-1971

Oumarou Gnebora

Université de Douala (Cameroun)

oumarougnegbora@yahoo.fr

Résumé :

Ce travail démontre, à partir d'une analyse critique de sources inédites et d'entretiens de terrain réalisés à Douala, que les radios communistes ont joué un rôle majeur dans la formation des militants de l'UPC de 1955 à 1971, période marquée par les luttes nationalistes au Cameroun. Face aux abus des administrations coloniales anglaise et française, l'UPC, le tout premier parti politique créé au Cameroun en 1948, s'y oppose en revendiquant la réunification et l'indépendance immédiates du pays. Son opposition pousse l'administration française à l'exclure de la scène politique camerounaise et l'UPC entre dans le maquis. Bien qu'elle soit dans la clandestinité, elle utilise les radios communistes pour poursuivre sa lutte anticoloniale. Grâce aux dispositifs et aux méthodes radiophoniques élaborés par le bloc communiste à destination des Africains, les nationalistes camerounais ont reçu une formation doctrinale sur l'idéologie communiste et les tactiques révolutionnaires de revendication. Ils ont ainsi acquis les armes nécessaires pour mettre en difficulté l'administration coloniale française et le gouvernement indépendant du Cameroun, qualifié de fantoche.

Mots clés : Cameroun, Radiodiffusion marxiste, Médiation, Nationalistes, Parti politique.

Abstract :

This work demonstrates, based on a critical analysis of unpublished sources and field interviews conducted in Douala, that communist radio stations played a significant role in training UPC militants from 1955 to 1971 - a period marked by nationalist struggles in Cameroon. Opposing the abuses of the British and French colonial administrations, the UPC – the first political party to be created in Cameroon in 1948 – demanded the immediate reunification and independence of the country. This prompted the French administration to exclude the UPC from the Cameroonian political scene, resulting in the UPC going

underground. While underground, the UPC used communist radio stations to continue its anti-colonial struggle. Thanks to radio equipment and methods developed by the communist bloc for Africans, Cameroonian nationalists received doctrinal training in communist ideology and revolutionary tactics. This equipped them with the means to challenge both the French colonial administration and the independent government of Cameroon, which they considered to be a puppet regime.

Key words : Cameroon; Marxist broadcasting; Mediation; Nationalists; Political party.

Introduction

Les études sur les radios communistes en Afrique sont très récentes et peu nombreuses. Jusqu'alors, on pensait que le Cameroun n'était qu'un espace d'expansion médiatique occidental pendant la période coloniale et le début de la période postcoloniale. Or, entre 1955 et 1971, des émissions communistes étaient diffusées jusqu'au Cameroun.

Suite au déclenchement des luttes de libération nationale en Afrique, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, les pays de l'Est ont officiellement adhéré aux objectifs du nationalisme africain. Si ce bloc a mis la radio au centre de son plan d'expansion du communisme à l'échelle mondiale, il l'a utilisée comme instrument de propagande anticoloniale en Afrique. Entre 1950 et 1960, les communistes installèrent des stations de radio africaines un peu partout, dans le but de faire de la propagande anticoloniale et de lutter contre le capitalisme. Diffusées en français et dans les langues locales africaines, ces émissions ont rapproché tous ces acteurs. Cette action des communistes, qui suscita l'intérêt de nombreux Africains, dont des militants de l'UPC en exil ou dans la clandestinité, renforça leur éducation politique.

Après une vaste offensive qui culmina avec la « semaine sanglante » du 22 au 30 mai 1955, l'administration coloniale décida de dissoudre l'UPC le 13 juillet 1955. Crée le 10 avril 1948 à Douala, ce parti nationaliste, mieux structuré, revendiquait l'indépendance immédiate et la réunification des deux Cameroun. La France lui mena alors une guerre sans merci, tant au niveau national qu'international : les sorties du territoire furent interdites, les contacts directs entre les membres de l'UPC

et les représentants de l'ONU découragés, et ces derniers expulsés au moment de leurs visites (George et Coddling, 1959). L'objectif de l'administration coloniale était d'anéantir l'UPC et de canaliser les aspirations nationalistes des Camerounais vers des partis et des hommes aux ordres de l'administration coloniale (CEMTRI, 2019). Dans ce climat de désorientation, d'agitation et de réforme, l'UPC se retrouva ainsi dépourvue de toute légitimité.

Cependant, après avoir été bannie, l'UPC n'a cessé d'exister. À l'instar de Mao Zedong et de Hô Chi Minh, Um Nyobé et certains de ses militants entrèrent dans la clandestinité, tandis que Félix Moumié choisit l'exil avec quelques membres. Isolée dans le pays, désavouée à l'extérieur, notamment à l'ONU, et surtout neutralisée par la politique de répression et de ralliement d'Ahidjo, cette organisation se tourna vers les pays de l'Est et utilisa leurs radios. Les propagandes anticoloniales émises par ces radios les rapprochèrent en effet idéologiquement et stratégiquement. Dans ce contexte trouble, l'appui de l'Union soviétique et de ses pays satellites fut le bienvenu pour les upécistes. Il constitua une nouvelle source de soutien pour leur émancipation politique et leur lutte pour la libération nationale. Malgré la fragilisation de l'UPC par l'administration française, l'organisation continua d'exploiter les émissions de ces radios pour maintenir l'unité, réconforter le moral du groupe et poursuivre son combat anticolonial. L'écoute de ces émissions permit aux nationalistes en maquis de renforcer leur culture politique et leur formation idéologique en matière de luttes, et aux militants en exil de sensibiliser l'opinion internationale, de délégitimer le pouvoir colonial en place et de radicaliser leurs revendications.

Ce travail a pour objectif d'appréhender la contribution des radios communistes au développement de l'éducation politique des militants de l'UPC dans un contexte de lutte pour l'indépendance et de néocolonialisme, alors qu'ils sont désavoués sur les plans national et international. Il met ainsi en lumière un aspect de l'histoire de la formation politique par les radios communistes, de l'après-Seconde Guerre mondiale à la première décennie de l'indépendance du Cameroun. Ce sujet n'a que très peu, voire pas du tout, fait l'objet d'une attention

particulière de la part des chercheurs, notamment des historiens camerounais.

À la différence de certains travaux qui appréhendent la radio comme un outil de renforcement de l'hégémonie, de légitimation du pouvoir, de construction nationale et de véhicule des idéaux du parti au pouvoir (Fouda, 2003 ; Fogué Kuaté, 2021 ; Sternberg-Sarel, 1961), l'étude s'inscrit dans la logique des auteurs qui considèrent la radio comme un enjeu de contre-propagande, de révolution et d'opposition au gouvernement (Chomentowski et Leyris, 2021 ; Lepri, 2010 ; Mattelart, 2002 ; Sharawy, 2010 ; Affagnon, 2022). Grâce à leurs émissions, les nationalistes camerounais ont mis à mal l'ordre colonial occidental établi au Cameroun depuis des décennies. Dans la clandestinité, l'UPC a poursuivi son combat pour les revendications nationales, posant de nombreux problèmes au gouvernement d'Ahidjo (Ekambi Dibongue, 2022). Cette approche permet de comprendre les logiques qui ont guidé la planification de l'expansion des radios communistes vers les mouvements nationalistes africains, et l'adhésion de l'UPC à ces radios.

À la lumière de ces éléments, on peut se poser les questions suivantes : Comment les radios du bloc de l'Est ont-elles contribué à la mise en œuvre du nouveau plan mondial d'expansion du communisme en Afrique ? Quelles émissions étaient destinées aux mouvements nationalistes africains et quel effet ont-elles eu sur les militants de l'UPC ?

Pour mener à bien cette réflexion, nous nous appuyons sur des sources d'archives telles que les rapports d'infiltation radiophonique communiste en Afrique et les rapports annuels sur la gouvernance des territoires du Cameroun par l'administration française, conservés respectivement au Conseil de l'Atlantique Nord (ACAN) et aux Archives nationales de Yaoundé (ANY). Ces données sont complétées par des témoignages oraux recueillis auprès de six informateurs à Douala, au Cameroun, lors d'entretiens semi-directifs.

Pour y parvenir, cette étude analyse d'abord la radio dans le contexte de l'extension du communisme, puis les émissions destinées à l'Afrique francophone et aux militants de l'UPC, et enfin leur influence sur ce parti et sur le gouvernement en place au Cameroun.

1. La radio dans le nouveau plan mondial d'extension du communisme (fin des années 1950-années 1960)

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, l'URSS et ses satellites, ainsi que la Chine, ont fait de la radio l'un des outils essentiels de leur nouvelle stratégie mondiale de propagation du communisme. Ceci s'est produit à la faveur du déclenchement de la guerre froide entre l'Ouest et l'Est, alors que le camp communiste ambitionnait de gagner des alliés et des bases dans la lutte pour le triomphe du camp socialiste. D'une part, il s'agissait d'ouvrir la voie à une stratégie radiophonique plus offensive vers l'Afrique afin d'aider les nationalistes dans leur combat anticolonial, et d'autre part, de gagner des alliés et des bases dans le processus de décolonisation des États (ACAN, AC/119-WP-58-58, 1958). Grâce à ces engagements, les communistes, qui s'identifiaient sans réserve à l'anticolonialisme, à l'anti-impérialisme et aux forces d'opposition ou de réformes africaines, ont clarifié leur tactique radiophonique envers les pays africains. Ils procédèrent à l'expansion des temps d'antenne pour accroître la durée et la puissance des émissions à destination du continent, à la création d'antennes relais, ainsi qu'à la fourniture de matériel radiophonique et à la mise en place de clubs d'auditeurs africains.

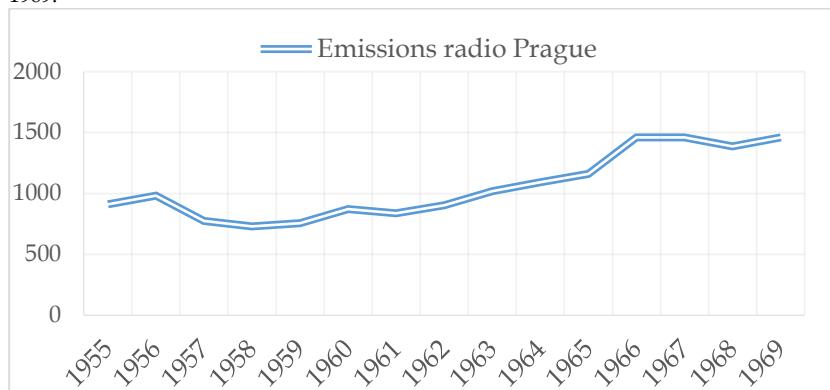
1.1. De la création des émissions spéciales en langue française à la construction des antennes relais

C'est à partir du deuxième trimestre 1958 que l'URSS a inauguré un centre de radio en Afrique pour des « émissions B » spécialement destinées à l'Afrique francophone, alors qu'elle diffusait déjà, depuis la première moitié des années 1950, des émissions courtes en arabe vers l'Afrique du Nord. Initialement de 45 minutes en octobre 1958, ces diffusions sont passées à une heure en décembre de la même année, puis à deux heures par jour en avril 1959, et enfin à 2 h 45 par jour à partir d'octobre 1959 (ACAN, AC/146-D-59-2, 1959 : 5). Dans les années 1960, les stations soviétiques diffusaient environ 70 heures par semaine en français, principalement à destination de l'Afrique. De plus, ces transmissions avaient lieu en même temps sur un nombre croissant de fréquences, augmentant considérablement

l'audibilité. L'URSS a également augmenté le volume d'heures-fréquences. Ainsi, le volume d'heures-fréquences (H/F) de ses émissions à destination de l'Afrique est passé de 11 en 1956 à 70 en 1961 (ACAN, AC/201-A-D/5, 1961 : 8).

La Tchécoslovaquie a quant à elle inauguré le service radiophonique africain en 1960, même si des émissions régulières, accessibles à un grand nombre d'habitants des colonies françaises, avaient été diffusées avant la fin des années 1950. Elle a toutefois augmenté ses émissions en langue française à destination de l'Afrique de 30 minutes en 1960, avec une fréquence de 3 et un volume horaire de 1 h 30, pour atteindre une durée d'une heure, une fréquence de 3 et un volume horaire de 3 heures en 1961.

Graphique 1 : Emissions de radio Prague en français à destination des Africains 1955-1969.



Source : Archives d'émissions en français. Radio Prague. Prisonnier de l'idéologie, 1955-1969.

Depuis la deuxième moitié des années 1950, Radio Prague a augmenté le nombre de ses émissions spéciales en langue française à destination du continent africain, passant de 912 en 1955 à 1 460 en 1969, témoignant ainsi de sa volonté de s'implanter dans les colonies. Pour attirer ces derniers, Radio Prague a rapproché ses émissions de leurs attentes en préparant un programme différent pour les pays amis et les mouvements nationalistes africains. Cette augmentation s'explique par le fait que de nombreuses colonies françaises se trouvaient sur le continent noir, et que la langue française était un vecteur important pour toucher la majorité de la population. Elle revêt

donc une importance primordiale pour la propagande antifrançaise et constitue par la même occasion un outil de propagande anticoloniale par excellence en Afrique francophone. Dans le même esprit, la Pologne a créé un service de radio africain en janvier 1961, diffusant trois émissions d'une demi-heure chacune en français sur trois fréquences, pour un volume horaire de 4 h 30 (ACAN, AC/201-A-D/5, 1961 : 8).

La Chine a quant à elle commencé à diffuser des émissions en français en 1956 (Sokoudjou, 2022). Elle diffusait toutefois des émissions quotidiennes en anglais et en arabe à destination de l'Afrique pendant la première moitié de la décennie 1950, même si ses relations avec les pays africains étaient difficiles à établir. À partir de 1961, le volume horaire des émissions chinoises vers l'Afrique, notamment en langue française, a connu un accroissement notable. Selon le rapport de la délégation française du 27 octobre 1961 sur la propagation radiophonique du monde communiste à destination de l'Afrique, les fréquences chinoises ont été considérablement augmentées et les antennes sont orientées en fonction des heures pour couvrir l'Afrique de l'Est, l'Afrique du Sud, l'Afrique centrale et l'Afrique de l'Ouest (ACAN, AC/201-A-D/5 : 6). La durée de cette propagande est ainsi passée de 3 heures avec une fréquence de 3/4 et un volume horaire de 4 heures en 1960, à 4 heures avec une fréquence de 7 et un volume horaire de 28 heures en 1961 (ACAN, AC/201-A-D/5, 1961 : 4).

Entre 1960 et 1961, la durée quotidienne des émissions des pays de l'Est à destination de l'Afrique francophone est ainsi passée de 35 heures à 45 heures de diffusion, tandis que le volume horaire a augmenté, passant de 115 heures à 176 heures. En 1963, ces diffusions s'élevaient à 300 heures par semaine. En réalité, le bloc sino-soviétique a commencé à fournir des efforts considérables à partir de 1956, comme l'indique le tableau ci-dessous.

Tableau 1 : Volume horaire journalier des radios du bloc sino-soviétique vers l'Afrique noire.

Années	Fréquences H/F
1956	11 H/F
1958	40 H/F
1960	58 H/F
1961	65 H/F

Source : ACAN, AC/201 (A)D/5, 1961, p. 7.

À partir de la deuxième moitié des années 1950, le bloc communiste s'est non seulement investi dans la création de services de radio en Afrique, mais il a également poursuivi l'amélioration des fréquences. Si la fréquence H/F était faible (11 H/F) en 1956, elle a presque sextuplé pour atteindre 65 H/F en 1961 (ACAN, AC/201-A-D/5, 1961 : 3). Ces chiffres témoignent de l'importance de la propagande du bloc sino-soviétique à destination de l'Afrique francophone. L'augmentation de ces fréquences permettait de résister aux émissions des autres stations de radio, d'empêcher le brouillage de leurs propres émissions et de brouiller celles des stations britanniques (BBC) et de l'administration coloniale française. Les émissions parvenaient ainsi à franchir les frontières intérieures et extérieures de l'Europe, reliant le contexte national au contexte impérial et mondial.

Après les indépendances africaines, la coopération internationale communiste produisait des programmes destinés à « l'exportation » vers les nouveaux pays indépendants. Au fil du temps, ces programmes, envoyés aux stations de radio étrangères, ont remplacé les émissions destinées aux pays socialistes et aux mouvements de libération nationale. Cette politique répondait aux demandes des communistes, des pays amis et des nationalistes africains engagés dans les mouvements de libération nationale, comme l'UPC, qui souhaitaient exercer une influence sur l'opinion publique de leur pays. Ces émissions, qui avaient un caractère conspiratif, étaient diffusées par des groupes de communistes français envoyés à Prague. Ceci créait et renforçait les liens entre les mouvements nationalistes africains et le monde communiste (Tamo, 2017).

À partir des années 1950, le bloc de l'Est a commencé à soutenir la création d'antennes relais de radios communistes et

la distribution de postes récepteurs sur le continent africain. En 1953, l'URSS soutint Gamal Abdel Nasser dans la création d'une station appelée « La Voix de l'Afrique libre » à la Radio du Caire. Cette station devint alors le principal porte-parole du mouvement de solidarité afro-asiatique (ACAN, SG 255/6, 1966: 19). Elle permettait aux nationalistes africains de capter les ondes communistes et de se laisser toucher par la propagande nationaliste. Elle constituait également un cadre technique de rapprochement entre le bloc communiste et la population, servant de moyen d'information et d'expression des nationalistes africains.

En 1958, séduit par la rhétorique anticolonialiste de Moumié, le président égyptien Gamal Abdel Nasser lui avait non seulement offert l'asile au Caire, mais aussi une tranche d'émission hebdomadaire sur « Radio Le Caire » (ACAN, AC/201-A-D/5 : 7). Cette aide radiophonique lui permettait de communiquer avec ses camarades à travers le monde, mais aussi au Cameroun, et de tisser des alliances internationales pour soutenir la lutte nationaliste des Upécistes dans ce pays (ANY, 1956 : 1945). En janvier 1959, Radio Moscou met en service un nouvel émetteur-récepteur de 100 kW sur ondes courtes destiné à couvrir le monde entier, y compris l'Afrique (ACAN, AC/146-D-59-2 : 8), ce qui facilite la diffusion des émissions radiophoniques au Cameroun et leur réception par les militants de l'UPC.

À partir de la deuxième moitié des années 1950, le bloc communiste s'est intéressé à la fourniture d'équipements de radiodiffusion en Afrique. Il a confié à la République arabe unie (RAU), seul membre non communiste de l'Organisation radiophonique internationale de Prague (ORIP), constituée de l'Égypte, de la Syrie, du Yémen, de l'Éthiopie, de la Tunisie et du Soudan, la fabrication de « petits postes de radio économiques » adaptés aux pays tropicaux. Ces récepteurs miniatures à piles, spécialement conçus pour les régions tropicales, ont été distribués en Afrique, notamment aux mouvements nationalistes pour soutenir leur action politique. En 1957, plus de 50 000 récepteurs à piles du modèle à prix très réduit avaient pénétré en Afrique centrale et plus de 50 % d'entre eux se trouvaient entre les mains d'Africains et d'Upécistes (George et Codding, 1959: 5).

Leur faible coût les a mis à la portée des nationalistes camerounais, qui pouvaient ainsi capter et suivre les radios communistes. Jamais auparavant l'Afrique centrale n'avait disposé d'un tel moyen d'action permettant d'atteindre directement une grande partie de la population et d'étendre les ondes communistes (George et Codding, 1959 : 5). L'URSS considérait alors que sa collaboration avec la RAU était le meilleur moyen de faire connaître les avantages de la coopération avec le bloc soviétique et d'ouvrir la voie à la pénétration communiste (ACAN, AC/119-WP-58-58, 1958 : 3).

À partir de la deuxième moitié des années 1950, le bloc communiste s'est intéressé à la fourniture d'équipements de radiodiffusion en Afrique. Il a confié à la République arabe unie (RAU), seul membre non communiste de l'Organisation radiophonique internationale de Prague (ORIP), constituée de l'Egypte, de la Syrie, du Yémen, de l'Éthiopie, de la Tunisie et du Soudan, la fabrication de « petits postes de radio économiques » adaptés aux pays tropicaux. Ces récepteurs miniatures à piles, spécialement conçus pour les régions tropicales, ont été distribués en Afrique, notamment aux mouvements nationalistes pour soutenir leur action politique. En 1957, plus de 50 000 récepteurs à piles du modèle à prix très réduit avaient pénétré en Afrique centrale et plus de 50 % d'entre eux se trouvaient entre les mains d'Africains et d'Upécistes (George et Codding, 1959 : 5). Leur faible coût les a mis à la portée des nationalistes camerounais, qui pouvaient ainsi capter et suivre les radios communistes. Jamais auparavant l'Afrique centrale n'avait disposé d'un tel moyen d'action permettant d'atteindre directement une grande partie de la population et d'étendre les ondes communistes (George et Codding, 1959 : 5). L'URSS considérait alors que sa collaboration avec la RAU était le meilleur moyen de faire connaître les avantages de la coopération avec le bloc soviétique et d'ouvrir la voie à la pénétration communiste (ACAN, AC/119-WP-58-58, 1958 : 3).

1.2. Le recours aux étudiants africains pour les émissions et la création des clubs d'auditeurs en Afrique

Les pays de l'Est faisaient également appel à des étudiants africains pour s'exprimer sur les ondes. Puisque le décret du 13

juillet 1955 abolissant l'UPC de la scène politique nationale ne s'appliquait pas en métropole, de nombreux étudiants camerounais, par le biais des syndicats universitaires et des comités de base de l'UPC peu à peu établis en France, s'engageaient en faveur de la cause nationaliste. Ils participaient à des congrès internationaux, organisaient des manifestations anticoloniales, accueillaient les leaders de l'UPC et menaient des activités journalistiques (Thiam et Mulira, 1993). Ils jouaient un rôle important dans la diffusion d'informations provenant des militants de l'UPC en exil ou en clandestinité. Les étudiants camerounais, à l'instar de Benoît Balla Ondua, Michel Doo Kingue, Jean Gwodog, Davis Nokmis et Prosper Bayebeg, se rendaient de plus en plus nombreux à Vienne, Varsovie, Bucarest, Prague, Pékin et Moscou pour plaider la cause de l'UPC sur les ondes des radios (Ken, 2006). On faisait également parler des étudiants africains en stage en URSS pour vanter les réalisations soviétiques dans des termes chaleureux, tandis qu'un ton acerbe était utilisé lorsqu'il était question de politique locale (ACAN, AC/201-A-D/5, 1961 : 6). Cette pratique permettait d'établir un lien direct et étroit avec les populations ciblées.

Par ailleurs, le bloc de l'Est a créé des clubs d'auditeurs de radio communistes dans certains pays, qui constituaient de véritables réseaux permettant d'entrer en contact avec des auditeurs étrangers et africains. Ils organisaient des concours et offraient des prix aux correspondants les plus assidus. En 1960, les Clubs d'auditeurs de Radio Prague ont été fondés dans des pays d'Asie, d'Amérique latine et d'Afrique. Radio Prague encourageait la création de ces clubs en leur réservant une large place dans ses émissions. Dans les années 1960 et 1970, elle comptait environ 600 clubs à travers le monde, notamment en Afrique et au Cameroun (Sokoudjou, 2022). Chaque année, plus de 200 000 envois contenant des matériaux de propagande étaient expédiés aux auditeurs, témoignant de l'ampleur de ses activités. En 1963, le Monitor Club de Radio Prague a été créé, regroupant des auditeurs qui envoyoyaient à la station leurs rapports d'écoute. Son objectif était de vérifier la qualité de la réception dans diverses régions du monde et d'adapter les moyens techniques de diffusion en conséquence. Pour devenir

membre, il fallait envoyer un certain nombre de rapports d'écoute. À chaque tranche de vingt rapports envoyés, les membres recevaient un diplôme annuel. Les ondes radio ont en effet permis de réduire l'éloignement géographique entre l'Afrique noire et les pays de l'Est, offrant des conditions propices pour s'informer des actualités internationales, mais elles ont aussi véhiculé l'idéologie communiste sur le continent africain. Grâce aux émissions radiophoniques, le communisme international a pu s'emparer du continent. Elles ont permis d'adapter l'idéologie marxiste aux conditions prévalant en Afrique (Thiam et Mulira, 1993). L'UPC a ainsi pu bénéficier de moyens pour sa formation politique afin d'organiser efficacement ses combats contre le colonialisme.

2. Les émissions radios du bloc de l'Est destinées à l'Afrique francophone et aux militants de l'UPC

C'est à la fin des années 1950 que les pays de l'Est ont commencé à diffuser des émissions à destination de l'Afrique francophone. Ceci s'est produit grâce à la solidarité entre le bloc sino-soviétique d'Asie et les mouvements nationalistes et anticolonialistes d'Afrique, mise en place lors de la conférence afro-asiatique qui s'est tenue au Caire en décembre 1957 (ACAN, AC/119-WP-58-58, 1958), ainsi qu'à l'engagement pris par l'URSS, par l'intermédiaire de son président Nikita Khrouchtchev, lors du XXe congrès du Parti communiste russe. En février 1958, ce dernier déclarait que « l'Afrique s'était réveillée et que le soutien à la lutte menée par les peuples coloniaux pour leur libération nationale constituait l'un des problèmes les plus urgents et l'un des objectifs essentiels de la politique soviétique » (ACAN, AC/146-D-59-2, 1959 ; Bartenev, 2007). Cette solidarité a donné au bloc communiste les coudées franches pour réorganiser ses émissions à destination de l'Afrique francophone.

2.1. Les émissions sur le « camp capitaliste »

C'est en effet à partir de 1958, avec la création des services radiophoniques africains, que les pays de l'Est ont véritablement commencé à émettre des programmes à destination des mouvements de libération nationale en Afrique, à destination du

« camp capitaliste ». Les retransmissions de symboles négatifs du colonialisme, de l'impérialisme et du racisme constituaient l'une de leurs principales lignes éditoriales. Ces thématiques anticoloniales, élaborées et appliquées avec persévérence, visaient à pénétrer le continent et à ébranler les relations de l'Occident avec les peuples africains (ANY, 1956 : 47). Dans ces émissions, ils dénonçaient la colonisation et sa logique perverse sur les plans politique, social et économique. Ils la présentaient comme une entreprise capitaliste, une forme d'occupation et de domination étrangère, ainsi qu'une spoliation des biens matériels et de l'identité du colonisé, qu'il fallait combattre partout dans le monde. L'objectif de ces émissions était de susciter une prise de conscience de cette situation afin de créer un climat de mécontentement propre à affaiblir les positions coloniales en Afrique, à saper la confiance des Africains dans les puissances occidentales et à libérer les États africains de leurs liens économiques et politiques avec l'Occident (ACAN, AC/146-D-59-2, 1959 : 15).

Les émissions communistes sur le camp capitaliste mettaient également l'accent sur l'opposition entre l'administration coloniale et les populations colonisées. Elles cherchaient à persuader les Africains que les puissances européennes étaient déterminées à les maintenir sous leur joug, qu'elles ne s'intéressaient au continent qu'en tant que source de matières premières et de richesses, et qu'elles cherchaient simplement à conserver leur position stratégique dans leur lutte contre le monde communiste (ACAN, AC/146-D-59-2, 1959 : 11). Ainsi, dans les émissions diffusées sur le camp capitaliste, les radios communistes rappelaient aux peuples africains qu'ils étaient gouvernés par une puissance étrangère impérialiste et amorphe, responsable de leurs échecs économiques patents (ACAN, AC/119-WP-58-58, 1958). Elles diffusaient des émissions sur la propagande antisociale mise en place par l'administration coloniale française. Plus précisément, ces émissions mettaient en lumière des exemples concrets d'exploitation coloniale, tels que le travail sous-payé, le non-respect du code du travail, la spoliation et l'exploitation exclusive des terres indigènes par des Européens.

À partir de ces propagandes sur des situations similaires dans tous les pays africains, l'UPC concluait, comme l'affirme Marc (1999), que « nous ne sommes plus les maîtres chez nous », que « le Cameroun est exploité au seul bénéfice des colonisateurs et que les populations sont opprimées de manière systématique pour des raisons économiques ». De plus, les ondes radio diffusaient des jugements négatifs sur les réalisations coloniales. Ces réalisations étaient minimisées et considérées comme des instruments au service des seuls intérêts colonialistes (ANY, 1956 : 46). Les radios communistes ne cessaient de dénoncer les contradictions et d'exposer une vision de rupture par rapport au modèle économique colonial. Les velléités de domination politique et économique coloniales étaient régulièrement remises en cause (ACAN, AC/146-D - 59-2, 1959 : 9).

Pour atteindre les auditeurs ayant une instruction et des ressources limitées, l'écoute collective était l'une des méthodes les plus simples. Des récepteurs étaient installés dans certains lieux publics, puis confiés à des responsables. Des dispositions sont prises pour assurer l'inspection périodique et la recharge des batteries (George et Codding, 1959). De plus, les thèmes abordés dans les émissions étaient discutés au sein du groupe afin d'être adaptés au niveau intellectuel et aux conditions sociales du milieu. Cette pratique visait à sensibiliser les populations à la réalité du phénomène colonial et à ses effets néfastes, comme l'exploitation des êtres humains et des ressources des pays.

2.2. Les émissions sur le « camp socialiste »

Outre les émissions anticoloniales, le bloc de l'Est diffusait une propagande sur le « camp socialiste » destinée à contrer les attaques dont le socialisme était victime, à le présenter sous un jour favorable, à gagner les auditeurs à la cause du communisme et à renforcer les liens d'amitié entre les mouvements indépendantistes africains et les pays de l'Est (ACAN, SG 255/6, 1966 : 19). Les thèmes abordés pour promouvoir les valeurs socialistes étaient notamment la dignité humaine, l'égalité et la justice (ACAN, AC/119-WP-58-58, 1958 : 11). Ce sont d'ailleurs ces valeurs qui constituaient le fondement de la pression que l'Union soviétique exerçait sur les puissances coloniales en

faveur de la décolonisation. À travers cette tranche de diffusion, l'URSS et ses satellites, ainsi que la Chine, tentaient d'imposer la pensée marxiste à leurs auditeurs africains pour les convaincre qu'une politique de neutralité positive, fondée sur la coopération avec le bloc sino-soviétique, leur serait bénéfique (Siracusano, 2002). Ils soutenaient en effet que la coopération avec les pays de l'Est assurait aux mouvements de libération un soutien politique en cas de conflit avec l'Occident, ainsi que des débouchés, des crédits et une assistance technique en cas de défaillance de l'Ouest. Ils encourageaient ainsi ces mouvements à faire confiance à leurs propres ressources plutôt qu'à l'assistance étrangère pour leur développement économique, à nationaliser tous les avoirs étrangers et à les convaincre que, contrairement aux impérialistes, les pays communistes ne leur apportaient leur aide que par sentiment de compréhension et par amour désintéressé pour leurs semblables (ACAN, AC/146-D-59-2, 1959 : 8).

De plus, les émissions sur le « camp socialiste » visaient à sensibiliser les nationalistes aux libertés et aux droits qui leur étaient reconnus par la Constitution française, les traités internationaux et l'organisation des masses. Elles les instruisaient sur la culture politique afin qu'ils revendiquent l'application des principes démocratiques découlant des réformes d'après-guerre, et qu'ils luttent contre la violation des droits acquis ainsi que contre toute tentative de restauration de méthodes d'administration contraires au principe de la primauté des intérêts des populations autochtones, prévu à l'article 73 de la Charte des Nations Unies (ACAN, AC/201-A-D/5, 1961 : 4). À travers ces émissions, les nationalistes africains ne cachaient pas leurs sympathies communistes. C'est ainsi que MM. Félix Moumié et Ernest Ouandié, leaders de l'Union des populations du Cameroun, se réclamaient ouvertement du marxisme (Decraene, 1959 : 414). Ces émissions originales ont influencé les nationalistes camerounais, qui sont tombés sous leur charme. Le bloc sino-soviétique est ainsi devenu leur « ami fidèle et sûr » (*Ibid.* : 413) dans la lutte contre le système abject du colonialisme (ACAN, AC/146-D-59-2, 1959 : 11).

Les retransmissions des guerres d'indépendance en Afrique du Nord et au Moyen-Orient ont exacerbé le comportement

anticolonial et antifrançais en Afrique noire. Elles ont poussé les nationalistes à adopter un discours très virulent sur les problèmes politiques locaux, à l'image de la Radio de l'Afrique Libre égyptienne qui reprenait certains titres de journaux : « L'Afrique française à feu et à sang », « Partout les indigènes se révoltent contre l'accaparement de leur pays », « Les Français sont menacés d'être jetés à la mer » ou encore « Gardez-vous d'aller dans ces pays : il y va de votre sécurité ». Lorsqu'elle informait les auditeurs des luttes armées en Tunisie, au Maroc et en Algérie, ainsi que des grandes manifestations de masse qui se déroulaient alors au Maghreb, la radio exaspérait les populations. En effet, ses émissions d'une heure et demie par jour (le matin de 7 h à 7 h 30, le soir de 18 h à 18 h 30 et la nuit de 23 h 30 à 24 h), diffusées en plusieurs langues et vingt-trois fois en français en un seul mois, étaient très longues. Tout particulièrement orientées vers l'administration coloniale française (ACAN, AC/146-D-A-2, 1959 : 3), ces émissions contribuaient à sensibiliser même les plus sceptiques quant à la faiblesse de la gouvernance française dans les colonies. Les informations politiques représentaient 70 % des programmes (ACAN, AC/201-A-D/5, 1961 : 8).

Lors des émissions consacrées aux événements internationaux, les leaders nationalistes en exil multipliaient les interventions et les déclarations incendiaires sur les ondes. C'est notamment le cas de Félix Roland Moumié, qui, dans l'émission « La Voix du Cameroun », s'adressait à ses compatriotes et à l'opinion internationale pour parler de la répression de l'UPC et des affrontements entre ce parti et l'administration coloniale française ainsi que le gouvernement d'Ahidjo (Enama Ateba, 2011). Les émissions radiophoniques sur les indépendances africaines, acquises grâce aux luttes des nationalistes, contribuaient à renforcer l'idée d'autonomie chez les nationalistes camerounais. En saluant la naissance de la République de Guinée en octobre 1958, événement qui marquait un tournant historique dans le processus de décolonisation en Afrique, Radio Pékin galvanisait l'UPC dans sa lutte pour l'unification et l'indépendance du Cameroun.

Le soutien aux nouveaux États indépendants apparaissait comme un catalyseur pour les masses africaines (ACAN,

AC/146-D-59-2, 1959 : 19). Ces émissions confortaient ainsi les membres de l'UPC dans leurs revendications, en recommandant la diffusion de nouvelles susceptibles d'exciter les passions politiques ou les minorités nationales, de ruiner le prestige des autorités et de compromettre le gouvernement. En clair, tout au long de l'histoire du communisme en tant que phénomène mondial, que ce soit durant la période des empires coloniaux ou celle des décolonisations et de la naissance du tiers-monde, les pays de l'Est ont su faire de la propagande radiophonique une nouvelle arme méthodiquement employée pour organiser les mouvements de libération nationale (Katsakioris, 2015). La lutte de l'Afrique pour l'indépendance et l'intensification des mouvements anticolonialistes ont trouvé un écho en URSS, qui, en s'engageant sur plusieurs plans, a assumé son rôle de grande puissance anti-impérialiste (Katsakioris, 2016).

3. Les effets des émissions communistes sur les Upécistes

Les émissions communistes destinées aux mouvements de libération nationale en Afrique ont indéniablement eu des répercussions sur l'UPC, tant sur les plans politique, idéologique, stratégique et tactique. Cette influence est due aux discours élogieux sur l'Union soviétique et la Chine, qui ont suscité une grande admiration pour ces pays sous-développés qui, grâce à leurs propres efforts, sont parvenus à s'imposer parmi les principales puissances industrielles. Ce que les États africains eux-mêmes désiraient réaliser (ACAN, AC/146-D-59-2, 1959 : 9). Cette influence est également due à l'orientation africaine de ces programmes, dont les pays émetteurs sont de grandes puissances et comptent parmi les États industrialisés les plus influents, offrant ainsi une protection assurée aux nationalistes camerounais.

3.1. L'influence idéologique et politique des émissions des pays de l'Est sur les nationalistes camerounais

La diffusion d'émissions de radio communistes présentant une vision négative des symboles coloniaux a influencé la politique de l'UPC. Elle a incité les nationalistes à détester la présence des administrations française et britannique au Cameroun, renforçant ainsi leur sentiment national. Le facteur

politique le plus frappant est l'éveil du nationalisme, une idée-force qui se faisait sentir chaque jour davantage dans les territoires non autonomes comme dans les nouveaux États indépendants (Mbembé, 1985). Étant donné leur volume important et leurs thématiques très intéressantes, les radios communistes destinées aux mouvements de libération africains encourageaient l'UPC dans ses revendications nationales. Considérées comme des campagnes de sensibilisation dans les milieux socioprofessionnels pour soutenir les mouvements nationalistes par le biais de la propagande anticoloniale, ces radios ont incité les membres de l'UPC à semer le trouble et à se livrer à des provocations dans le but de saper la position de la France et de la Grande-Bretagne.

Par ailleurs, les jugements positifs portés par les radios communistes sur les symboles de liberté, d'indépendance et de démocratie ont stimulé l'UPC dans ses revendications d'unification et d'indépendance du Cameroun. Il ne s'agit pas uniquement d'une aspiration à l'indépendance nationale au sens politique du terme, mais aussi, à divers degrés, d'un désir de révolution sociale, d'égalité raciale, d'éducation et de progrès économique, comme ce fut le cas au Moyen-Orient (Pountougnigni Njuh, 2019). En effet, dans le contexte de la domination coloniale, le discours sur la liberté, la démocratie et l'égalité était très apprécié des nationalistes. Il trouvait auprès de leurs interlocuteurs le soutien nécessaire pour résoudre le problème de l'émancipation, mais aussi des idées d'indépendance. Les actions anticoloniales menées par les nationalistes contre l'administration française témoignent de leur adhésion à la propagande radiophonique communiste à destination de l'Afrique francophone. En diffusant des contenus politiques correspondant aux idéaux de la lutte pour la libération, les radios communistes ont exercé une influence considérable sur les nationalistes africains et ont progressivement favorisé l'émergence d'une conscience de classe chez les militants de l'UPC.

Par ailleurs, l'appréciation positive des radios des pays de l'Est concernant les décolonisations a eu un effet politique sur les nationalistes camerounais. À travers les ondes, l'UPC a perçu le déploiement de forces américaines contre le Viêt-Nam du Nord

comme une agression néocolonialiste contre un pays frère vulnérable (N'Dimina-Mougala, 2009). Ils avaient le sentiment que les Vietnamiens combattaient le même ennemi. Cette sympathie se fondait sur l'appartenance commune des États africains et du Viêt-Nam au mouvement des non-alignés, dont la sécurité et l'intégrité étaient menacées par l'agression perpétrée contre ce dernier (N'dimina-Mougala, 2009). Les émissions sur la victoire du Viêt-Nam du Nord sur les États-Unis, tout comme celles sur l'accession à l'indépendance du Maroc, de la Tunisie, du Soudan, du Ghana et de la Guinée, ainsi que sur la lutte du FLN algérien, ont eu un retentissement considérable auprès de l'UPC comme chez les autres mouvements de libération en Afrique. Pour la plupart des nationalistes africains, c'était la victoire de David contre Goliath (Mbembé, 1985 ; Mintoogue, 2020). Cela démontrait que la puissance militaire n'était pas le seul facteur de la victoire et confirmait que la détermination, l'abnégation et l'engagement d'un peuple combattant pour sa juste cause étaient infiniment plus importants. Ces transmissions ont donc renforcé la confiance des militants de l'UPC, leur donnant la conviction que leur ténacité viendrait à bout de la puissance militaire des régimes impérialistes, colonialistes et racistes. En clair, les radios communistes ont inculqué aux nationalistes camerounais des techniques vietnamiennes de guérilla et renforcé la radicalisation du combat anticolonial de l'UPC.

Les émissions de radio servaient également de porte-parole aux leaders politiques et de tremplin à leurs auditeurs, favorisant ainsi l'organisation et la mobilisation des mouvements nationalistes. Le 19 juin 1959, le bureau directeur de l'UPC, en exil au Caire, déclare par la voix de son représentant Félix Roland Moumié que « la révolution continuera tant que l'indépendance réelle ne sera pas atteinte, tant que les attributs du pouvoir seront détenus par des hommes mis en place par la France » (Kuoh, 1990), puis annonce son programme révolutionnaire en quatre points : poursuivre la révolution ; empêcher l'indépendance sans élections préalables ; obtenir qu'aucun État ne signe de traité avec le pouvoir en place à Yaoundé ; dissuader les investisseurs (Onana Mfege, 2005).

Sur le plan idéologique, la diffusion de symboles communistes tels que le socialisme, la solidarité, la planification économique, la classe ouvrière, ainsi que l'appréciation positive portée sur les pays non-alignés et la démocratie par les émissions des pays de l'Est destinées aux nationalistes africains, a suscité et consolidé l'attachement de l'UPC au communisme. Cette adhésion est indéniable, comme en témoigne le conflit idéologique qui opposa la Chine et l'URSS et qui, en 1960-1961, entraîna la division de l'UPC en deux factions : une tendance prochinoise, elle-même en proie à la violence, et une tendance prosoviétique (Nken, 2006). L'approche consistait à dépasser les clivages entre la pensée révolutionnaire marxiste du développement socio-économique et une approche humaniste, socialiste et inspirée de la culture endogène africaine. Ces idées en faveur d'un socialisme humaniste ont retenu l'attention des nationalistes camerounais, car les retransmissions étaient plus concentrées, plus efficaces et surtout mieux adaptées à leur mentalité et à leurs aspirations.

En abordant certains événements internationaux avec une insistance explicite sur leur propre système de valeurs et en niant l'importance des autres, les radios communistes atteignaient un niveau de propagande si élevé que leurs chances d'influencer les auditeurs de manière significative s'en trouvaient considérablement augmentées (Tonjé, 2022). Avec un style similaire à celui prôné par les nationalistes africains, les ondes radios du bloc de l'Est répondaient aux attentes des membres de l'UPC et révélaient un effet socialisant irrésistible. S'intéressant davantage aux questions des pays colonisés d'Afrique noire et étant les plus écoutées par les mouvements de libération nationale, les émissions communistes manifestaient à la fois de l'assurance et un certain chagrin à l'égard de cette situation, exerçant ainsi une influence particulière sur l'UPC. En effet, à mesure que la promotion d'un symbole s'accélère, la conscience et les attitudes des auditeurs sont indubitablement influencées.

3.2. L'apport des émissions communistes sur la stratégie et la tactique de combat des Upécistes

La diffusion de programmes radiophoniques sur les stratégies et les méthodes d'action, ainsi que les appréciations positives qui

en ont découlé, ont fasciné les nationalistes, convainquant les dirigeants de l'UPC d'adopter des méthodes de lutte de libération agressives, telles que l'opposition, la guerre civile, le terrorisme et la crise, promues par les propagandes communistes (Enama Ateba, 2011). Ces méthodes leur ont permis d'accéder à celles de la décolonisation mises en œuvre au Moyen-Orient ou au Maghreb. C'est pourquoi certains observateurs qualifiaient les événements sanglants survenus à la fin de l'année 1957 dans la Sanaga maritime de situation à la vietnamienne, et Ruben Um Nyobé de « premier Ho Chi Minh africain » ou de disciple de Mao (Onana Mfege, 2005). La guerre révolutionnaire est en effet une forme de rébellion apparue en Chine dans les années 1930, puis adoptée par certains mouvements africains et asiatiques qui l'assimilaient à une révolution prolétarienne ou paysanne dirigée contre le système colonial (Ken, 2006). Elle est arrivée au Cameroun par l'intermédiaire de la propagande communiste à destination de l'Afrique et a inspiré l'UPC dans la radicalisation de son combat anticolonial. Les sentiers de la rébellion de l'UPC, dont la branche militaire, l'Armée de libération du Kamerun (ALNK), rappellent à bien des égards ceux du Viêt-Minh et du Front de libération nationale (FLN) algérien (Sokoudjou, 2006). La retransmission de la guerre du Viêt Nam et de l'Algérie vers l'Afrique noire a contribué au réarmement psychologique et militaire de l'UPC. Ce faisant, elle a ravivé la rivalité entre les nationalistes d'une part, et les impérialistes et colonialistes de l'autre.

L'engagement de l'UPC dans la subversion a d'abord été graduel, passant de la violence limitée et maîtrisée (maquis) au « terrorisme sur le modèle algérien » durant la fin des années 1950 et les années 1960. Cette évolution témoigne de l'influence des radios communistes. Ces émissions ont inspiré les maquisards, qui sont entrés dans la voie du terrorisme généralisé et d'une guerre civile en 1960, en combinant des manœuvres de harcèlement, de repli, d'embuscade, de surprise, d'assassinat, de vol, de viol, de pillage, de rançonnement, de sabotage des routes, des ponts et des voies ferrées (Nanfack, 2019). Les émissions du bloc communiste ont révélé aux militants de l'UPC la lutte révolutionnaire contre l'avancée du bloc de l'Ouest dans la sous-région (Tamo, 2017). Compte tenu de la similitude de leur

tactique avec celle des pays de l'Est, le pouvoir colonial français considérait l'Union des populations du Cameroun (UPC) comme « une organisation dont la formation, la propagande et les méthodes de ses membres étaient imprégnées ou inspirées par l'éducation communiste » (Ekwé, 2023). Grâce à ces émissions, les événements survenus dans une partie quelconque de l'Afrique ont des répercussions sur l'évolution d'autres parties du continent et tous les problèmes tendent à devenir des problèmes communs. L'Afrique centrale, par exemple, était profondément influencée par le conflit en Afrique du Nord, la politique raciale de l'Union sud-africaine et les réformes constitutionnelles introduites par la puissance impérialiste dans un territoire non autonome.

Grâce à leurs thématiques anticoloniales, les radios communistes, considérées comme des instruments redoutables pour l'émancipation politique des nationalistes africains, ont inspiré l'UPC. Ses dirigeants (les Upécistes) leur accordaient une oreille attentive pour éduquer politiquement leurs comités et renforcer l'efficacité de leurs actions (Ba Tonjé, 2022). Ces émissions radiophoniques ont ainsi permis à plusieurs groupes sociaux, avec leurs aspirations et leurs idiomes propres, de rejoindre l'UPC et de se réapproprier la revendication d'indépendance tout en l'articulant à l'historicité de leurs terroirs respectifs, ainsi qu'aux conflits et luttes d'intérêts locaux. Les forces anticoloniales de l'UPC sont ainsi devenues un bloc homogène, ce qui les a inévitablement poussées à un affrontement radical avec l'administration coloniale française.

Conclusion

Bien que l'UPC se soit officiellement formée à partir de cercles d'études créés à l'intention de ses militants entre 1948 et 1954, elle a commencé à mettre à contribution les émissions radios offertes par l'URSS et ses pays satellites, ainsi que par la Chine, à destination de l'Afrique, après son interdiction sur la scène politique camerounaise. Dans un contexte de guerre froide et de soutien aux nationalistes sur le continent noir en pleine période de décolonisation, l'impératif d'expansion du communisme a poussé les pays de l'Est à mettre la radiodiffusion au centre de leur politique africaine. Ils ont créé des services de radio

spécifiques avec des émissions en français et en langues locales, des antennes de radio sur le continent, et fourni du matériel radiophonique à l'Afrique.

Par ailleurs, ils ont créé des clubs d'auditeurs de radios communistes, ont fait appel à des étudiants ou à des leaders nationalistes pour dénoncer la colonisation sur le continent, et ont diffusé des émissions aux thématiques anticoloniales, anti-impérialistes et procommunistes, correspondant aux motivations, revendications et aspirations indépendantistes de nombreux mouvements nationalistes, et particulièrement des militants de l'UPC.

Partageant ces idées anticoloniales, d'égalité entre les peuples et d'humanisme, l'UPC a adhéré aux radios communistes afin de renforcer la formation idéologique, politique, stratégique et pratique de ses militants, et de forger ainsi leur esprit et leurs tactiques de guerre révolutionnaire. Alors qu'ils étaient dans la clandestinité, les nationalistes camerounais ont poursuivi la lutte contre l'administration coloniale et le gouvernement d'Ahidjo grâce aux émissions des radios communistes. Malgré la contre-propagande radiophonique des pays occidentaux contre l'avancée du communisme en Afrique, les émissions des pays de l'Est se sont révélées instructives pour les militants de l'UPC et sont alors apparues comme l'un des outils de la décolonisation.

Bibliographique

- AFFAGNON, Qemal (2022). La Russie en Afrique : ambition de puissance et pôles médias stratégiques. *European Scientific Journal*, 18 (12), 140-154.
- CEMTRI (2019). La guerre coloniale menée par l'impérialisme français au Cameroun (1955-1971). *Les Cahiers de Cemtri*, 3 (170-171), 127-130.
- CHOMENTOWSKI Gabrielle et LEYRIS Thomas (2021). Médias et décolonisations en Afrique francophone. Une histoire à écrire. *Revue d'Histoire Contemporaine de l'Afrique*, 1, 1-15.
- DECRAENE Philippe (1959). Pan-africanisme et grandes puissances. *Politique étrangère*, n°4, 408-421.
- ENAMA ATEBA, Louis Marie. *La radiodiffusion au Cameroun de 1941 à 1990*, Mémoire de Master II, Université de Yaoundé II : 2011.
- FOGUE KUATE, Francis Arsène (2016). Médias, Soft Power et néocolonialisme français en Afrique subsaharienne, (pp. 301-326). In Augustin Emmanuel EBONGUE, Dieudonné NBENA et Edouard

- MOKWE (éds), *Médias français et fibre patriotique : La cible africaine* (304 pages). Muenchen : Lincom GmbH.
- FOGUE KUATE, Francis Arsène (2021). Médias et crises politiques au Cameroun : 1948-1984. *African Humanities*, 6, 15-39.
- FOGUE KUATE, Francis Arsène. *Médias et coexistence entre musulmans et chrétiens au nord-Cameroun : de la période coloniale française au début du XXI^e siècle*. Thèse de Doctorat Ph/D : Histoire politique : Université de Ngaoundéré : 2017.
- FOUDA, Vincent Sosthène (2003). *Les Médias face à la construction de l'État-Nation en Afrique noire : un défi quotidien au Cameroun*. Paris : L'Harmattan.
- GEORGE, Arthur et CODDING, Junior (1959). *La radiodiffusion dans le monde*. Paris : Unesco.
- IRHIS (2019). Médias, propagande et décolonisations africaines (1946-1975). Journée d'étude Jeunes chercheurs, Université de Lille, 25 avril 2019.
- KUOH, Christian, Tibie (1990) *Mon Témoignage. Le Cameroun de l'indépendance (1958-1970)*. Paris : Karthala.
- LEPRI, Charlotte (2010). De l'usage des médias à des fins de propagande pendant la guerre froide. *Revue internationale et stratégique*, 2 (78), 111-118.
- LEYRIS Thomas, *La Société de radiodiffusion de la France d'outre-mer. Naissance d'un empire radiophonique franco-africain au temps des décolonisations (1939-1969)*, pp. 708, École doctorale EDSHS Nord de France, Thèse de Doctorat en Histoire, Université de Lille-IRHiS : 2023.
- MATTELART, Tristan (2002). Radio et Télévision Martí : des armes audiovisuelles contre Fidel Castro. Tristan Mattelart (éd), *La mondialisation des médias contre la censure. Tiers Monde et audiovisuel sans frontières*. Médias-Recherches : De Boeck Supérieur, 211-251.
- MIHOUBI, Selma (2019). La stratégie d'implantation de Radio Chine internationale (RCI) en Afrique sahélienne. *Norois*, 252. 89-102.
- N'DIMINA-MOUGALA, Antoine Denis (2009). Les manifestations de la guerre froide en Afrique centrale (1961-1989). *Guerres Mondiales et Conflits Contemporains*, 233, 58-62.
- NKEN, Simon (2006). *La gestion de l'UPC : de la solidarité idéologique à la division stratégique des cadres du mouvement nationaliste camerounais 1948-1962 (Essai d'analyse historique)*. Thèse de doctorat, Histoire, Université de Paris 1.
- ONANA MFEGE, André-Hubert (2005). L'armée de libération nationale Kamerunaise et sa stratégie 1959-1970. *Outre-mers*, 92 (348-349), 255-269.

- POUNTOUGNIGNI NJUH, Ludovic Boris (2019). Moscou, Belgrade et l'anticolonialisme : dynamiques historiques d'une aide extérieure à l'émancipation de l'Afrique (dé)colonisée (1920-1990). *Diacronie*, 37 (1).
- SHARAWY, Helmi (2010). Souvenirs de la Libération africaine dans l'Egypte de Nasser (1956 – 1975). Une expérience personnelle. *CODESRIA Bulletin*, 3 & 4, 7-16.
- STERNBERG-SAREL, Beno (1961). La radio en Afrique noire d'expression française. *Communications*, 1, 108-126.
- THIAM, Der Iba, MULIRA, James et WONDJI, Christophe (1998). L'Afrique et les pays socialistes (pp. 837-867). In Ali A. MAZRUI et Christophe WONDJI (éds). *Histoire générale de l'Afrique. L'Afrique depuis 1935* (1070 pages). Paris : Éditions UNESCO.

Archives

- ACAN, AC/119-WP (58) 58 (1958). Comité politique. Le mouvement de solidarité afro-asiatique et le risque d'alliance entre communistes et nationalistes contre l'ouest. Rapport établi par le secrétariat international.
- ACAN, AC/146-D (59)2 (959). Comité sur l'Afrique. La situation en Afrique, notamment en ce qui concerne les mesures à prendre pour lutter contre la propagande communiste. Note de la délégation de l'Allemagne.
- ACAN, AC/201 (A)D/5 (1961). Groupe d'études ad hoc sur les diffusions radiophoniques à destination de l'Afrique au sud du Sahara. La propagation radiophonique du bloc sino-soviétique à destination des pays sous-développés d'Afrique. Note de la délégation française.
- ACAN, C-M (59)32 (1959). La pénétration communiste en Afrique. Rapport du comité sur l'Afrique, 20 mars 1959.
- ACAN, SG 255/6 (1966). Comité militaire de l'Atlantique Nord. Rapport du groupe permanent sur la pénétration du bloc soviétique au Moyen-Orient et en Afrique du Nord grâce à l'aide militaire. Définitif, 1 mai 1966.
- ANY (1956). Rapport sur le Cameroun sous administration française. Supplément N° 4. Annexe V, Résumé de l'exposé présenté à la Mission de visite des Nations Unies sur l'organisation, les moyens d'action et les méthodes de propagande de l'Union des populations du Cameroun. Paris : Lahure.

Interviews

- Entretien avec Henri Tamo, Douala, le 22 mai 2017. Henri Tamo, connu sous le pseudonyme de Pengoye, fut le responsable de l'information et

des liaisons de l'UPC pendant le maquis. Il fut aussi le chef militaire du maquis dans le secteur du Wouri.

Entretien avec Henriette Ekwe, Douala, le 6 mars 2023. Henriette Ekwe était une journaliste, éditrice et militante de l'UPC clandestine dans les années 1980. Son père, Anatole Ebongo, fut le camarade de classe de Um Nyobe à l'École normale de Foullassi.

Entretien avec Bakang Ba Tonjé, Makak, ancien président du comité de base clandestin de l'UPC, ancien membre de l'UNEK et du comité de liaison des Upecistes en France, 22 juin 2022.

Entretien avec Sokoudjou Jean Rameau, Bamendjou, 2 août 2022. Cet ancien prisonnier politique est un Upeciste, victime des persécutions de l'armée coloniale à Bamendjou.

Entretien avec Ekambi Dibongue David, militant de l'UPC et ancien prisonnier politique, Douala, 17 mai 2022.



Revue Africaine de Communication

La Revue Africaine de Communication (RAC), qui s'adresse, entre autres, aux chercheurs, enseignants-chercheurs, doctarrants et professionnels de l'information et de la communication, publie des articles inédits à caractère scientifique dans les domaines des sciences et des technologies de l'information et de la communication.

De plus, elle a pour principal objectif de contribuer, le plus largement possible, au développement des théories et des pratiques portant sur les sciences et les techniques de l'information et de la communication, mais aussi sur l'analyse du discours, le droit, l'éthique et la déontologie des médias. Les domaines de l'information et de la communication sont articulés à d'autres champs disciplinaires tels que les sciences politiques, l'économie, la géopolitique, l'éducation, la sociologie, l'anthropologie, la linguistique, l'analyse du discours, le management, le marketing et la culture dans sa diversité. La RAC, qui se veut un espace de dialogue interdisciplinaire, accepte aussi, dans sa partie Varia, des articles des autres disciplines dont l'intérêt pour le développement des sciences de l'information et de la communication, en particulier, le progrès scientifique, en général, est évident.

Ce numéro spécial de la **Revue Africaine de Communication** se donne, entre autres, pour objectif de réfléchir sur la manière dont les crises contemporaines multiformes modifient profondément les relations dynamiques entre les gouvernants, les acteurs des médias et les citoyens.

UNIVERSITÉ CHEIKH ANTA DIOP DE DAKAR

